

OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2023-2024

Plusieurs projets de loi au menu

C'est la reprise pour le Parlement. Le coup d'envoi de la session parlementaire 2023-2024 a été donné hier respectivement par le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil et Brahim Boughali, président de l'Assemblée nationale populaire (APN). Au menu de cette session, une trentaine de projets de loi seront présentés et débattus par les parlementaires et sénateurs.

P 3



PÉTROLE

Le Brent frôle les 89 dollars

Les prix du Brent hésitaient lundi entre hausse et baisse, le marché se tenant à l'affût de potentielles annonces de l'Arabie saoudite et de la Russie sur des prolongations de leurs réductions de production et d'exportation de pétrole. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,19% à 88,72 dollars.

P 3

PRIX DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Vers le plafonnement des marges bénéficiaires



Les prix à la consommation flambent. Et dans ce jeu, ou producteurs, intermédiaire ou commerçants se rejettent la balle, le consommateur en paie la facture. Face à cette énième hausse inexplicable, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a annoncé, hier lundi, que des décisions très importantes ont été prises concernant les prix des biens de consommation.

P 4

FOIRE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE DU 5 AU 20 SEPTEMBRE 2023

La 2^e édition s'ouvre aujourd'hui à la Safex

Une deuxième édition de la Foire de la rentrée scolaire est prévue à partir de mardi 5 septembre jusqu'au 20 du même mois, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, a indiqué lundi la Société algérienne des foires et expositions (SAFEX) dans un communiqué.

P 4

Géant

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون

VOIERIE D'ALGER

«ASROUT» à pied d'œuvre pour le grand nettoyage

À l'approche de l'automne, l'entreprise de nettoyage et de ramassage des ordures ménagères, ASROUT, renforce ses effectifs pour mener à bien sa mission de curage de tout ce qui obstrue la voirie et risque de causer en conséquence des inondations. En coordination avec NetCom, les deux entreprises ciblent les points noirs sur la voirie de la capitale.

« Nous avons procédé, en 2023, au curage de 240.000 grilles dont certaines plusieurs fois, selon leurs positions, notamment dans les zones vulnérables et l'assainissement de 19 mille égouts manuellement ou avec engins », a indiqué Yamina Laouri, chargé de la communication à l'Epic Asrout. Et d'ajouter que « 9 millions de mètres linéaires de caniveaux ont été nettoyés avec l'évacuation de 247.941 m3 de gravats vers la décharge publique ». Sara Bachir, reporter de la chaîne 3 de la Radio Algérienne a accompagné une des équipes d'ASROUT, en action sur les routes de la capitale, et livre ses constatations dans ce reportage.

SONATRACH

471 offres d'emploi à Illizi

Le Groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué, le dépôt de 471 offres d'emploi au niveau de l'antenne régionale de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) d'Illizi, afin de couvrir les besoins de ses installations de production dans cette wilaya.

"Sonatrach annonce le dépôt d'offres d'emploi au niveau de l'antenne régionale de l'ANEM dans la wilaya d'Illizi, via la plateforme numérique OGC de l'Agence", précise-t-on dans le communiqué. Le nombre total de ces offres s'élève à 471 postes, dont 437 nouveaux et 34 postes restés vacants suite au recrutement organisé dans la wilaya, entre le 27 avril et le 1er mai 2023, faute de candidats éligibles", selon la même source.

Ces offres d'emploi s'inscrivent "dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recrutement au titre de l'année 2023, en vue de couvrir les besoins de l'entreprise au niveau de ses installations de production dans la wilaya d'Illizi", conclut le communiqué.

PORTS/TRANSPORT DES CÉRÉALES, DES LÉGUMINEUSES ET DU LAIT

De nouvelles mesures ont été prises

Les pouvoirs publics comptent mettre définitivement de l'ordre notamment en ce qui concerne les démarches administratives dans les infrastructures portuaires nationales.

Par R.E.

À cet effet, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a coprésidé dimanche avec le ministre des Transports, Youcef Cherfa, une réunion de coordination consacrée à l'opération de transport des céréales, des légumineuses et du lait à partir des ports, et « ce dans le but de clarifier la nouvelle vision et la stratégie des deux secteurs ».

« La réunion qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Agriculture, a permis d'examiner plusieurs questions et dossiers communs, en présence de cadres des

deux secteurs, des directeurs des ports au niveau national, de représentants de la Direction générale des douanes et du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et des Directeurs généraux du groupe public de transport routier «Logitrans», de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et de l'Office national des aliments du bétail (ONAB), précise un communiqué du ministère de l'Agriculture.

Les deux ministres ont présenté, lors de cette rencontre, un exposé détaillé sur «le renforcement de la chaîne logistique concernant les opérations de transport», notant que «toutes les procédures et me-

sures nécessaires ont été prises afin de soulever toutes les difficultés rencontrées».

L'objectif principal de la réunion est d'«assurer le déchargement des bateaux dans des délais rétrécis pour éviter la surcharge des ports, et diminuer les délais d'attente en rade des navires et l'exploitation optimale et équilibrée de tous les ports nationaux», selon le communiqué.

A cet égard, «une cellule de veille et de contrôle a été créée afin d'assurer les opérations de traitement des navires au niveau des ports dans les meilleures conditions et ce 7/7», ajoute la même source.

AU TERME DE LEUR MISSION EN ALGÉRIE

Saihi honore les membres de la 27^e mission médicale chinoise

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, dimanche au siège du ministère, une cérémonie de distinction des membres de la 27e mission médicale chinoise, au terme de leur mission accomplie dans différentes wilayas du pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de la cérémonie de distinction à laquelle a assisté l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, M. Li Jian, le ministre s'est félicité du "niveau des relations unissant les deux pays dans tous les domaines, notamment en ce qui concerne le secteur de la santé", rappelant à cette occasion que la 1e mission médicale chinoise en Algérie remonte à soixante ans.

M. Saihi a, en outre, exprimé le souhait de voir ces relations se consolider à l'avenir, à travers l'établissement de grands projets

dans le cadre des investissements, à l'instar de "la proposition de création d'une académie sino-algérienne de médecine".

Le ministre a salué "le niveau et le degré de développement atteint par la médecine en République populaire de Chine, ce qui l'érige ainsi en destination de prédilection pour l'Algérie afin d'établir des projets de coopération et de partenariat dans ce domaine", relevant que "la nouvelle mission médicale chinoise en Algérie sera accueillie dans 20 jours, avec une nouvelle équipe composée de 81 médecins, spécialistes et paramédicaux.

M. Saihi a tenu à affirmer que la visite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine, en juillet dernier "revêt plus d'un sens, notamment que la République popu-

laire de Chine est un pays ami et un partenaire important".

A cette occasion, le ministre de la Santé a exprimé ses remerciements à la mission médicale chinoise pour leurs contributions au profit des malades algériens, à travers l'ensemble des hôpitaux dans lesquels ils ont exercé tout au long de deux années de leur séjour, ajoute le communiqué.

Le ministre lui a également remis, en compagnie de l'ambassadeur chinois, des attestations d'honneur en reconnaissance des grands efforts consentis, du travail continu accompli et de sa contribution précieuse pour prodiguer des soins dans notre pays, très appréciée par la population et leurs collègues parmi les professionnels de la santé algériens.

DÉFIS DES MÉDIAS À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Alger abrite un forum la semaine prochaine

Un forum sur "les défis des médias et de la communication à l'ère du numérique et des nouvelles technologies" se tiendra du 12 au 14 septembre 2023, au Centre international des conférences (CIC) à Alger, avec la participation de plus de 100 exposants et 3000 participants, a-t-on indiqué auprès de Mediacom, organisateur de l'évènement. Inscrit sous le haut

patronage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ce forum, dédié aux professionnels de l'audiovisuel et de la communication, verra la participation de plusieurs acteurs activant dans le domaine de la communication, dont des établissements publics du secteur de la communication, à l'instar de l'agence Algérie Presse Service (APS) et de

la Télévision nationale. Prennent part également à cette rencontre plus de 30 experts spécialisés dans le domaine des technologies et des télécommunications, ainsi que des investisseurs, chefs d'entreprise, représentants de banques et de compagnies d'assurance.

Le forum est un espace permettant aux participants d'explorer et de débattre des avancées du secteur avec les

professionnels des médias, de l'audiovisuel, de la communication et du digital", indique Mediacom.

Plusieurs thèmes figurent à l'ordre du jour de cet évènement, à savoir la production audiovisuelle, la production médiatique, la digitalisation et les enjeux liés à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans ces secteurs.

R.E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2023-2024

Plusieurs projets de loi au menu

C'est la reprise pour le Parlement. Le coup d'envoi de la session parlementaire 2023-2024 a été donné hier par le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil et Brahim Boughali, président de l'Assemblée nationale populaire (APN).

Par Sirine R

Au menu de cette session, une trentaine de projets de loi seront présentés et débattus par les parlementaires et sénateurs. En effet, cette session s'inscrit en étroite ligne avec les deux précédentes, visant au parachèvement des réformes engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Elle (la session) riche et intense en matière d'activité et de lois à adopter. Parmi, les projets de loi phares de cette session, en citera, le projet de finances correctrices de 2023 et surtout le projet de loi de finances 2024. Tous les regards sont braqués vers cette loi. Les opérateurs économiques et ménages s'attendent à la prise de nouvelles mesures afin de booster l'économie nationale et de préserver le pouvoir d'achat des ménages. Durant cette session, le gouvernement est appelé à accélérer la cadence pour le parachèvement des réformes surtout économiques afin de booster davantage la machine du développement eu pays. Parmi les projets de lois inscrits au programme de cette session, il y a également celui relatif au partenariat privé-public. Une loi tant attendu par les opérateurs économiques et in-

vestisseurs pour la relance de plusieurs usines à l'arrêt et la réalisation de projets d'infrastructures, en mixant l'argent du public et privé. Le gouvernement, dans sa nouvelle vision, veut introduire de nouveaux modes de financement, tout en réduisant la pression sur le Trésor public et également aller vers une approche économique. L'autre loi important très attendue par les investisseurs, c'est le projet de loi réglementant les activités minières. Cette nouvelle loi devrait accorder de nouvelles facilitations aux investisseurs et plus d'ouverture sur le privé national pour investir dans le secteur minier. Ce dernier est considéré comme étant un levier de croissance pour l'économie nationale. De nombreux projets miniers sont à explorer et exploiter dans l'avenir. L'Algérie vise l'exploitation de toutes ses richesses, en les valorisant en local. Ceci s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie du pays pour la diversification de l'économie nationale et l'augmentation des exportations hors hydrocarbures. Dans le domaine commercial, beaucoup de choses restent à faire, notamment en matière de la réorganisation du marché et la lutte contre la spéculation illicite et concurrence déloyale. Deux projets de loi seront

débattus lors de cette session, il s'agit d'un projet de loi relatif à la lutte contre la contrefaçon et l'usage de faux ; et d'un projet de loi incluant le droit commercial. un projet de loi qui comprend les conditions d'exercice des activités commerciales ; un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-02 du 23 juin 2004 déterminant les règles applicables aux pratiques commerciales. Dans le secteur financier, un projet de loi relatif aux assurances sera présenté lors de la session 2023-2024. Autres projets de loi, en citera également un projet de loi relatif à la reconstruction; un projet de loi relatif à la commune; Projet de loi relative à la wilaya ; un projet de loi qui comprend des règles liées à la concurrence ; un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 96-22 du 9 juillet 1996 relative à la répression des infractions aux lois et réglementations liées aux échanges et aux mouvements de capitaux à destination et en provenance de l'étranger ; un projet de loi qui comprend la loi directive pour la pêche maritime et l'aquaculture ; un projet de loi qui comprend la loi directive sur le tourisme et un projet de loi relatif à l'immobilier.

AGRICULTURE

Prochains programmes pour accroître la production des dattes et des olives

Des préparatifs sont cours pour le lancement de trois programmes nationaux visant à accroître la production des dattes et des olives, et à assurer la protection des éleveurs, a annoncé lundi à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. M. Henni a indiqué dans une déclaration à la presse en marge de

l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2023/2024 au Conseil de la nation, que le programme national pour l'extension des vergers d'oliviers, notamment dans les steppes et le Sud "sera lancé cette année". Il a également souligné l'importance du programme national de protection des éleveurs, notamment en matière de distribution de fourrages subventionnés, ainsi que

celui de l'accroissement de la production des dattes, en cours d'élaboration. En ce qui concerne l'indemnisation des agriculteurs affectés par la sécheresse, la faible pluviométrie ou encore les inondations, le ministre a annoncé "le lancement de l'opération d'octroi des indemnisations en nature, avec la distribution de l'aide accordée pour la saison agricole actuelle", tout en leur réaffirmant le soutien

de l'état. S'agissant de la production agricole des produits de large consommation à l'image des fruits et légumes, ainsi que des viandes rouges et blanches, le ministre a assuré que "des mesures fermes seront prises dans les plus brefs délais, pour assurer la disponibilité des différents produits et garantir sa stabilité des prix".

R E.

L'ACHAT À CRÉDIT

Une énorme transformation dans la culture de la consommation de par le monde

La culture de la consommation subit une énorme transformation avec le retour à l'achat à crédit touchant les produits alimentaires de première nécessité dans plusieurs pays, même les plus nantis, à travers le monde, frappés de plein fouet par une dégradation du pouvoir d'achat. Avec cette nouvelle tendance, en nette expansion, des pans entiers de la société, même dans les pays les plus développés, se voient être réduits à la portion congrue, obligés de se rabattre sur l'achat à crédit pour pouvoir subvenir à leurs besoins. En France, par exemple, les grandes surfaces commerciales tablent de plus en plus sur la vente par facilité de paiement qui touche désormais l'écoulement des produits alimentaires de première né-

cessité et ne concerne plus uniquement que les coutumières grosses acquisitions. Ce constat a été relevé par le journal Le Quotidien d'Oran qui mentionne dans son édition de ce lundi que "le vieux carnet de crédit chez l'épicier reprend du poil de la bête pour annoncer que la culture de la consommation subit une évidente transformation", relevant dans le même sillage que les vols à l'étalage aux Etats Unis "résultent en grande partie de la misère et de la faim". Il fait observer, en outre, qu'aux Etats Unis, les supérettes "lancent une forte alerte contre les vols à l'étalage qui dérèglent grandement leurs calculs et leurs comptabilités". "On feint cependant d'ignorer qu'à l'origine des larcins qui se multiplient et des particulières cleptomanies, c'est le be-

soin, la misère et souvent la faim qui imposent leurs lois", relève la même source. Dans le même sillage, le journal fait remarquer que la mendicité "n'est plus stigmatisée, ce qui reflète le déclasserment de l'espèce humaine", affirmant à ce propos, qu'en ce temps, "il est remarquable de constater partout que la mendicité n'est plus une tare et qu'elle est le signe du déclasserment de l'espèce humaine". Dans un élan primaire, on met en cause la dévastatrice empreinte de la nature, les mortifères entailles que provoquent les inflations, les guerres et les conflits, mais la crise a certainement une autre plus large dimension. "C'est de la crise de l'homme qu'il s'agit", affirme l'auteur de l'article, mettant en évidence une

crise plus profonde de l'humanité. "Les violences dans toutes les variétés et formes n'épargnent aucun lieu. De par le monde entier, tous les pays se targuent de mettre en avant l'impérative nécessité de sécuriser leurs ressortissants. Tous les moyens sont utilisés, y compris les plus contestés. Mais quelle sécurisation peut-on garantir quand l'homme est entraîné à faire violence contre lui-même et quand sont perçus des us désopilants à la limite du suicidaire dans les comportements individuels", s'interroge l'auteur de l'article pour qui "ces signes sociétaux récents (...) sont d'une magistrale confusion entre le vivre et le savoir-vivre pour que la perception finale ne se résume plus qu'à la survie".

R E.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 89 dollars

Les prix du Brent hésitaient lundi entre hausse et baisse, le marché se tenant à l'affut de potentielles annonces de l'Arabie saoudite et de la Russie sur des prolongations de leurs réductions de production et d'exportation de pétrole. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,19% à 88,72 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 0,16% à 85,69 dollars. Le marché attend que "l'Arabie Saoudite annonce la prolongation à octobre de sa réduction volontaire de production d'un million de barils par jour et que la Russie annonce conjointement le maintien des restrictions de ses exportations de pétrole", commentent des analystes. Le leader de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), l'Arabie saoudite, avait initié cette réduction volontaire de production en juillet, prolongée pour le moment jusqu'en septembre. La Russie s'était jointe au mouvement, en réduisant également ses volumes d'exportation jusqu'en septembre. La semaine dernière, le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a assuré que les membres de l'alliance et la Russie étaient tombés d'accord sur de nouvelles réductions de production, précisant que les "principaux paramètres" seraient annoncés dans la semaine. "Les réductions de l'Opep+, la baisse des exportations de pétrole, la croissance soutenue de la demande de pétrole dans un contexte d'inquiétudes économiques et la baisse des stocks ont poussé les prix du pétrole à la hausse" ces derniers jours, selon des experts.

R E.

FOIRE DE LA RENTRÉE
SCOLAIRE DU 5 AU 20
SEPTEMBRE 2023

La 2e édition s’ouvre
aujourd’hui
à la Safex

Une deuxième édition de la Foire de la rentrée scolaire est prévue à partir de mardi 5 septembre jusqu'au 20 du même mois, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, a indiqué lundi la Société algérienne des foires et expositions (SAFEX) dans un communiqué.

En prévision de la rentrée scolaire 2023/2024, la Safex organise, sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, la deuxième édition de la Foire de la rentrée scolaire "L'EMSID", du 05 au 20 septembre, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec pour slogan "Tous pour l'élève", note la même source.

Cette foire se veut "un espace commercial qui met à disposition des familles des affaires scolaires et des livres au profit des élèves à des prix compétitifs et raisonnables", lit-on dans le communiqué.

L'événement verra la participation d'une quarantaine d'exposants, dont des écoles de soutien et de langues, des entreprises de fournitures bureautiques, ainsi que des opérateurs activant dans le domaine des affaires scolaires et des livres, qui viendront présenter leurs produits et les proposer directement à la vente.

Divers espaces de loisirs, de lecture et de coloriage ainsi que des ateliers d'enseignement de langues sont prévus durant la 2e édition de la foire "L'EMSID" qui recevra les visiteurs de 10H à 19H, conclut le communiqué.

R E.

FEUX DE FORÊT

Les opérations
d’extinction se
poursuivent

L'opération d'extinction des feux de forêt se poursuit dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, a indiqué dimanche soir le dernier bilan des services de la Protection civile.

De nombreux feux de forêt ont été enregistrés dans les wilayas de Souk Ahras, Médéa, Sétif, Jijel, El Tarf et Tizi-Ouzou, où les opérations d'extinction se poursuivent.

Les unités de la Protection civile continuent de circonscrire plusieurs feux de forêt, notamment au niveau de Mechta Sidi Abdallah dans la commune de Machroha (Souk Ahras), de la localité Menasria dans la commune de Tizi Mahdi (Médéa), du lieu-dit Ain El Hasba dans la commune d'Ain Roua (Sétif), de Mechta Achira dans la commune de Salma Benziada (Jijel) et de la forêt d'Aïn Ramoul (El Tarf).

A Tizi-Ouzou, des opérations d'extinction se poursuivent dans les forêts du village de Zaknoun dans la commune de Ouacif, du village d'Ibahlal dans la commune de Tirmatine, des villages de Zoubga et Menacera dans la commune d'Illiltén, ainsi que dans le village de Mansourah à Beni Ziki.

PRIX DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Vers le plafonnement
des marges bénéficiaires

Les prix à la consommation flambent. Et dans ce jeu, ou producteurs, intermédiaire ou commerçants se rejettent la balle, le consommateur en paie la facture. Face à cette énième hausse inexpliquée, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a annoncé, hier lundi, que des décisions très importantes ont été prises concernant les prix des biens de consommation. Et de souligner que le gouvernement s'efforce de limiter les marges bénéficiaires sur les produits de grande consommation.

Par Reda Hadi

Concernant l'augmentation des prix des fournitures scolaires en prévision des prochaines recettes sociales, le ministre du Commerce a indiqué qu'ils sont soumis à la règle du marché (l'offre et demande). Hormis donc les fournitures scolaires dont les pouvoirs publics, excluent toute intervention, les autres produits sont l'objet d'une attention particulière. En attendant que les mesures aient de l'effet sur notre quotidien, ces hausses minent le pouvoir d'achat des algériens.

Dans les marchés de la capitale, les légumes, entre autres, sont hors de prix. L'exaspération est à son comble, et les intermédiaires et les spéculateurs sont pointés du doigt. Bien entendu, ce sont particulièrement les légumes et les fruits qui sont en forte hausse. Selon des spécialistes l'instabilité des prix caractérise actuellement les marchés des fruits et légumes.

Les prix affichés sur la plupart des produits subissent une forte fluctuation, souvent à la hausse, en raison de la forte demande induite par la présence de nombreux vacanciers, les fortes chaleurs qui ont marqué le mois de juillet, et enfin le stress hydrique qui a influé négativement sur les ni-

veaux de production de nombreux produits, comparativement aux années précédentes.

Les activités commerciales sont sous pression, ce qui fait qu'elles soient en butte à des difficultés organisationnelles ayant des implications sur les approvisionnements, la logistique, le stockage en réfrigération des produits et le respect de la chaîne de froid. D'où la répercussion sur le niveau de l'offre et l'incidence sur les prix. Le marché de Sorecal à Bab Ezzouar, très achalandé, attire à longueur d'année de nombreux ménages. Ce marché a connu depuis quelques jours une certaine hausse de la demande qui a fortement impacté les prix, lesquels ont subi une brutale augmentation.

A titre d'exemple, le prix de la bonne tomate a atteint les 140 DA le kilogramme.

La salade est la plus touchée par ces augmentations, son prix varie entre 200 et 230 DA le kilogramme. C'est la même observation pour les haricots verts vendus à 350 DA/kg alors que son prix ne dépassait pas les 200 DA/kg, il y a à peine une semaine. Les prix des poivrons, betteraves, courgettes, citron sont revus également à la hausse. Quant aux fruits, ils sont devenus pratiquement inaccessibles, y compris pour les bourses moyennes.

Par ailleurs, le ministre du Commerce a affirmé que l'encadrement des importations visait à servir la production et l'économie nationales notamment après l'installation du Conseil supérieur de régulation des importations par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

«Lorsqu'il y a possibilité de fabriquer un produit en Algérie, qui soit générateur de richesses et d'emplois, elle doit être saisie pour mieux renforcer l'économie nationale», a déclaré le ministre en marge de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2023/2024 au Conseil de la nation.

Le Conseil supérieur de régulation des importations vise à «orienter les fonds des importations vers la production nationale et partant, renforcer la production locale» a affirmé M. Zitouni.

«Nous ne pouvons pas se passer de l'importation notamment lorsqu'il s'agit de produits non fabriqués localement», à l'instar de tous les pays du monde, a estimé le ministre. Soulignant que le dossier des importations n'était pas un sujet "tabou" s'il sert l'économie nationale, le ministre a affirmé que l'importation ne doit pas être «une culture» chez les importateurs qui sont appelés, en revanche, à s'orienter vers la production locale de ce qu'ils importent.

DU 2 AU 4 OCTOBRE PROCHAIN À ALGER

Salon international «Chimico Plast
Algeria Expo 2023 »

Le Salon international des industries chimiques, pétrochimiques, plastiques et caoutchouc, "Chimico Plast Algeria Expo 2023", sera organisé du 2 au 4 octobre prochain à Alger, indique lundi, un communiqué des organisateurs de l'événement.

L'événement qui se tiendra au Centre International des Conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger) réunira des exposants de renommée mondiale, y compris des entreprises locales et internationales, des institutions de recherche, des organisations gouvernementales, des associations professionnelles des fournisseurs et des start-ups innovantes, précise Stall Expo, entreprise organisatrice de l'événement.

Le Salon offrira aux participants l'occasion de présenter des équipements, des machines et des procédés, les dernières avancées

technologiques, les produits innovants, ainsi que les opportunités d'affaires dans ces secteurs, ajoute la même source.

Chimico Plast Algeria Expo 2023 sera, également "l'occasion pour les participants d'établir des contacts avec des experts de cette industrie, d'explorer les opportunités d'investissement et de renforcer leur réseau professionnel", abonde le communiqué annonçant que le salon sera ponctué par "des conférences, des ateliers, des présentations de produits, des démonstrations technologiques et des sessions de réseautage". Ce salon a pour objectifs "de stimuler l'investissement local et les IDE (Investissements Directs Etrangers) en présentant les avantages économiques fixé par la loi de finances, ainsi que les facilitations liées aux projets clés du secteur", cela en plus de "favoriser les partenariats et les

exportations en offrant une plateforme propice à l'établissement de relations commerciales solides et de partenariats stratégiques", ont indiqué les organisateurs.

L'événement vise, en outre, "à promouvoir le recyclage et la protection de l'environnement en mettant en évidence les initiatives et les avancées dans le domaine du recyclage, de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement", est-il expliqué dans le communiqué. Chimico Plast Algeria Expo 2023 est organisé en partenariat avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), l'association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), la Confédération algérienne du patronat (CAP) et la Chambre internationale pour le conseil et la promotion des entreprises (CICP).

R E.

De la dépendance extérieure à la migration

La Société est une association d'associations. L'individu est lui-même une société, membre de plusieurs sociétés. Il n'y a pas d'association et d'individu libres, mais des individus et des associations stratégiques. Famille et libre association ont tendance à s'exclure dans certaines situations. En fait, la famille est une libre association dont la stratégie de reproduction est particulière. Associations, situations et stratégies se déterminent mutuellement. Toute association est libre dans la mesure où elle peut se composer étant données une situation et une stratégie.

4^e partie et fin



Par **DERGUINI Arezki** (*)

Au départ de la petite entreprise familiale, on peut imaginer que les membres de la famille sont comme les actionnaires et les employés de l'entreprise familiale. La famille ayant fait le choix de l'investissement collectif afin de disposer des ressources nécessaires au lancement de l'entreprise. On peut considérer qu'elle aurait pu être l'héritière du fellah qui produisait sa consommation, s'il n'avait pas été dépossédé de ses terres et de sa capacité d'association. Au lieu de consommer ses produits, il « consommerait » et investirait son produit marchand. L'unité de la consommation et de la production aurait été préservée à l'intérieur du marché, à l'échelle de la famille et de la société.

L'industrialisation et le paradigme familial

À la fin du colonialisme, le pays a opté pour une industrialisation forcée ; au bout du compte, il a fabriqué une armée de travailleurs consommateurs. L'industrialisation publique a injecté une masse écrasante de travail salarié. Elle a créé une masse subordonnée caractérisée par une forte propension à consommer, non incitée à épargner, l'investissement étant affaire publique exclusive. Le pouvoir politique règne désormais sur un peuple de consommateurs auquel il doit soumettre sa politique, la forte propension à consommer s'imposant dans le cours des choses. Pour diversifier l'économie, autrement dit consommer sa production, dans un tel cours, demande beaucoup de courage. L'industrialisation a importé des usines et leurs machines, mais pas les professionnels qui vont avec elles en amont et en aval.

Ceux qui les fabriquent restent en dehors des travailleurs qui les utilisent. L'industrialisation a consommé du travail étranger, mais n'a pas amélioré la capacité du travail local, ce dernier n'ayant pu apprendre du travail étranger. Avec la production de masse s'est séparé le producteur du consommateur, avec l'industrialisation forcée, le producteur étranger s'est substitué au producteur local. L'État entrepreneur s'est fait initiateur et liquidateur parce qu'il n'a pas initié une classe d'entrepreneurs, de consommateurs producteurs. Le sujet économique subsiste en tant que pur consommateur grâce aux ressources naturelles publiques. L'industrialisation n'a pas consisté en incorporation du travail étranger dans le travail social, elle a consisté en une substitution du travail étranger au travail local. Éviction plutôt qu'incorporation. Quand les producteurs étrangers ne pourront plus entretenir les consommateurs nationaux, se trouvera-t-il parmi ces derniers des consommateurs producteurs nationaux qui prendront le relais des producteurs étrangers ? Le consommateur pourra-t-il épargner, devenir actionnaire des entreprises, dont de l'échange de la production desquelles il pourra obtenir sa consommation ? La consommation pourra-t-elle devenir consommation productive et consommation de production nationale ? Remettre les choses dans cet ordre, effectuer une telle conversion réversion demande une planification et une longueur de temps. Si au lieu du travail salarié, l'entreprise familiale avait été le paradigme de l'industrialisation, la séparation marchande de la production et de la consommation, se serait accompagné d'une incorporation du travail étranger dans le travail familial et non de la substitution de ce dernier par le premier. La société aurait investi dans l'entreprise avec

toutes ses ressources, elle se serait faite société apprenante. Apprendre du monde et donner au monde auraient été ses devises. Elle aurait attaché sa consommation, son niveau de vie à sa capacité de production, à son savoir-faire. Le capital financier produit de l'exportation des ressources naturelles (capital naturel) aurait financé la formation d'un capital fixe et d'un savoir-faire. L'entreprise familiale préserve l'unité de la production et de la consommation au sein de l'économie marchande. Le salariat en fait l'affaire d'employeurs importateurs de machines à sous et finalement importateurs de marchandises tout court. La formation du capital fixe et l'accumulation du savoir-faire ne sont pas leur affaire. Là aussi, l'entreprise familiale a été décriée (tout comme l'indivision) au lieu d'être érigée en prérogative générale. Au lieu de pousser à l'association ("Associez-vous !"), on a poussé à la dislocation (cherka halka). Avec l'essoufflement du salariat, le paradigme de l'entreprise s'étend dans le corps social. Mais il y a une différence entre les sociétés où le paradigme de l'entreprise est central et celle où il a un rôle auxiliaire. Celle où il a un rôle central sont marquées par la forte présence des petites et moyennes entreprises à côté de grandes entreprises qui ne sont pas moins familiales, au contraire de celles où il sert d'auxiliaire, qui de surcroît sont marquées par une domination de grandes entreprises qui sont comme les héritières d'entreprises impériales. Mais pourquoi l'accumulation de puissance a-t-elle besoin de la famille et en quoi consiste vraiment la famille ? Peut-on parler de famille en général ou seulement de familles au pluriel ? Il n'y a ni famille ni association libre en général. Il y a des associations et des situations, des associations et des stratégies. Lorsque l'on envisage la fa-

mille dans sa définition élargie avec son système d'alliances et non plus seulement dans sa filiation, la famille est alors un nœud dans un réseau de réseaux de plus ou moins grande importance. Les interdépendances actuelles sont à la fois globales et locales. La question devient, la subsistance et la puissance de la famille dépendent de l'étendue et de la part prise par le réseau auquel elle appartient dans la société et dans le monde. La solidité du réseau dépendant elle-même de celles du marché, de l'État et du monde. Pour conclure. La « libre association » que l'on oppose à la famille est un mythe pour entretenir la majorité de la population dans une certaine atomisation salariale sous le règne d'un certain nombre de familles capitalistes, pour soumettre des stratégies de consommateurs à la stratégie collective de producteurs. La famille ne disparaît pas pour faire place à l'individu dans la bipolarisation de la société, son nombre minoritaire ne renseigne pas de sa place marginale, elle est condition de sa place centrale. Ce qui soutient sa centralité, c'est sa capacité à faire graviter autour d'elle les atomes libres que sont les individus séparés, c'est sa capacité à se constituer en noyau central de la société. Ce n'est donc pas la bipolarisation individu société qui seule organise la société, mais aussi en son sein, celle de la famille et de la société. Solidarité familiale et solidarité sociale se partagent la solidarité selon les circonstances. Le mythe entretient une fausse unité de la société, celle qui fait tenir une masse d'individus par un cercle restreint de familles ... tant qu'individus et familles y trouvent leur compte. Lorsque cela ne se peut plus l'atomisation de la société se retourne de principe d'ordre en principe de désordre.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

[1] Je parlerai indifféremment de sociétés de subsistance et de sociétés segmentaires ; lorsque je les distinguerai, ce sera pour insister sur l'aspect économique ou sociopolitique. Ce que j'appelle le mythe occidental de la « libre association » suppose une définition abstraite de l'individu et fait croire que l'individu peut compter sur lui-même. L'individu abstrait est le corollaire de la Société abstraite de la Nature. Il peut s'abstraire du monde et de la société, comme la société s'abstrait de la nature.

[2] Je conseille ici la lecture de l'article de J.-P. O. de Sardan (2004). État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2004-4-page-139.htm>

[3] De régulières campagnes anti-corruption sont alors nécessaires pour nettoyer les réseaux de la gouvernance publique des obstructions de la personnalisation privatisation du pouvoir.

[4] La prise a d'autant été plus aisée qu'elle a été favorisée par le succès de la lutte de libération nationale et l'espoir d'une Révolution qui nous ont fait croire aux promesses de libération du monde et à ses mythes.

[5] J'entendrai désormais par opposition substitution et complémentarité quand je ne parlerai pas d'opposition radicale.

[6] Voir les travaux de Claudine Chaulat, dont la terre, les frères et l'argent, OPU, 1987

TRAMWAY DE MOSTAGANEM

La fréquentation en hausse durant la saison estivale

L'utilisation du tramway de la ville de Mostaganem durant la saison estivale en cours a connu une hausse de près de 80 %, a-t-on appris de la Société d'exploitation et de la maintenance des tramways algériens (SETRAM). Un communiqué du service d'exploitation de l'unité opérationnelle de Setram de Mostaganem a indiqué que le tramway de la ville, dont la mise en service commercial a commencé au mois de février dernier, est devenu rapidement un moyen de transport très utilisé par les citoyens dans leur déplacement, enregistrant environ 10.000 usagers quotidiennement avant la saison estivale. Durant la saison estivale courante et avec la grande affluence d'estivants sur la wilaya de Mostaganem, une croissance de 80 % du nombre d'utilisateurs du tramway est enregistrée pour atteindre plus de 18.000 passagers, a-t-on fait savoir. Afin de répondre à une demande sans cesse croissante pour ce mode de transport moderne au cours de cette période allant du mois de juin à août derniers, la Setram a prolongé les heures d'exploitation du tramway depuis tôt la matinée jusqu'à une heure tardive de la nuit (environ 2 heures du matin), mettant en service la station de la façade maritime de la localité de « Salamandre », a ajouté le même communiqué. Il s'agit d'un nouveau bond en avant dans l'utilisation du tramway de la ville de Mostaganem dans les déplacements professionnels, récréatifs et touristiques des citoyens, après ceux enregistrés au cours du mois sacré du Ramadhan, a-t-on indiqué. En parallèle, l'unité opérationnelle de Setram de Mostaganem a lancé une campagne de sensibilisation et d'orientation des usagers du tramway, le long du corridor qui comprend deux tracés, reliant le front de mer de Salamandre au pôle urbain de Kharouba passant par le centre-ville et la gare terrestre de transport de voyageurs à la cité « 5 juillet 1962 », sur une distance totale de 14 kilomètres.

CULTURE DU TOURNESOL À ILLIZI

Des résultats «prometteurs»

L'expérience de la culture du tournesol a donné des résultats « encourageants » dans la wilaya d'Illizi augurant d'un avenir prometteur pour cette culture stratégique, ont estimé les responsables de la chambre locale d'agriculture.

Première du genre menée dans la région, cette expérience, retenue au titre de la stratégie de l'Etat visant le développement des matières premières pour la production de l'huile alimentaire, a obtenu une première récolte « acceptable » ouvrant de larges perspectives à cette culture stratégique dans la wilaya d'Illizi, a déclaré à l'APS le secrétaire général de la chambre d'agriculture. Tahar Sahnoun a fait part de l'établissement par la Direction des services agricoles (DSA) d'un programme d'accompagnement et d'appui aux agriculteurs concernés

par la culture du tournesol, expliquant que cette première expérience est menée sur une surface de 2.500 m² au niveau de l'exploitation de l'agriculteur Miloudi Mohamed, localisée au niveau du périmètre « El-Halloufa » (70 km nord d'Illizi). M. Sahnoun a jugé « satisfaisante » la première récolte de deux quintaux semée le mois d'avril dernier, signalant qu'une production de quatre (4) Qx est attendue au terme de cette campagne. Par souci de développer cette culture stratégique à grande échelle, une campagne de sensibilisation et de

vulgarisation a été lancée en direction des agriculteurs les encourageant à s'impliquer dans la culture du tournesol et d'étendre sa surface comme stipulé dans la carte de production de la wilaya. L'agriculteur Miloudi Mohamed, pionnier dans la semence du tournesol à Illizi, entend se lancer dans une nouvelle expérience de culture de la canne à sucre. Il a appelé ses pairs de la région à adhérer aux expériences des cultures stratégiques pour s'aligner aux efforts de l'Etat portant réduction de la facture d'importation.

GUELMA

Lancement d'une plateforme numérique pour recenser les jeunes porteurs de projets innovants

Les autorités de la wilaya de Guelma viennent de lancer une plateforme numérique destinée à recenser les jeunes initiateurs de startups pour les accompagner dans la réalisation de leurs projets, a indiqué, samedi, la directrice de wilaya des transmissions nationales, Amel Rezaïguia. Les autorités de la wilaya souhaitent collecter, à travers cette plateforme numérique, toutes les informations sur les jeunes porteurs de projets innovants afin de les accompagner et de les rapprocher des secteurs administratifs liés à leur domaine d'activité, a précisé cette responsable, dans une déclaration à l'APS, notant que la plateforme

est ouverte aux jeunes détenant des idées et des projets innovants, qu'ils aient obtenu ou non le label startup, ou qui n'ont pas encore réalisé leur projet. Mme Rezaïguia a ajouté que les jeunes entrepreneurs peuvent remplir toutes les cases de la plateforme numérique, et qui comprend leurs noms, le domaine d'activité de leur projet innovant et le lieu prévu pour le projet (ou le secteur administratif qui y est lié). La même responsable a déclaré qu'à l'issue du processus de recensement et de collecte de toutes les informations relatives aux entrepreneurs innovants, des réunions de coordination seront organisées entre les jeunes directeurs

de startups et les administrations dont l'activité leur est directement liée. Elle a également noté que ce processus fournira des "cadres de coordination efficaces" pour accompagner les jeunes entrepreneurs dans la concrétisation de leurs idées innovantes sur le terrain. La wilaya de Guelma a mis en place, en début d'année, en plus de l'atelier que préside la directrice de wilaya des transmissions nationales, une dizaine d'autres ateliers pluridisciplinaires pour créer une dynamique de développement. Chacun de ces ateliers regroupe des représentants des secteurs administratifs et des élus des assemblées locales élues.

JIJEL

Grande affluence au parc animalier de Bordj Blida

Le parc animalier de Bordj Blida, El-Aouana (Jijel) a enregistré, durant le mois d'août, une affluence de visiteurs « très importante, au-delà des attentes », a indiqué, la responsable du parc, Naïma Bouhalissa. La même source a expliqué que le parc animalier de Bordj Blida a connu, du 1er au 24 août, une affluence qui a « dé-

passé les attentes » puisque pas moins de 24.000 visiteurs par jour, en moyenne, s'y sont rendus. Mme Bouhalissa a précisé, à ce propos, que le nombre de visiteurs du parc a augmenté, par rapport à la même période de l'année dernière, de plus de 30%, avec 22 000 à 26 000 visiteurs par jour, contre 15 000 à 20 000 au cours du mois d'août 2022. Elle a attribué cette aug-

mentation aux améliorations apportées au parc, aussi bien en termes de services fournis que de qualité de l'accueil, sachant que de nouvelles espèces animales rares ont été introduites dans ce parc où des aires de repos pour les familles ont été récemment aménagées. La même responsable a ajouté que la réhabilitation du lac situé au milieu du parc, ainsi que l'équi-

pement et l'exploitation de la cascade « attirent un public de plus en nombreux, visiblement séduit par les aménagements effectués ». Pour maintenir la propreté de cet espace familial, un personnel saisonnier chargé de l'entretien, du nettoyage et de l'enlèvement immédiat des déchets a été recruté pour intervenir dans tous les recoins du parc, a également ajouté

Mme Bouhalissa. Le parc animalier de Bordj Blida abrite 52 espèces animales dont un loup, une panthère noire, un éléphant et un lion auxquels sont venus s'ajouter, en décembre dernier, dans le cadre des échanges avec le zoo « Arche de Noé » d'Oran, un tigre du Bengale et une chèvre de Damas.

ORAN

Vers la réalisation de plus de 180 logements promotionnels aidés

Les travaux de réalisation de 186 logements promotionnels aidés (LPA-nouveau programme) ont été lancés dernièrement dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris samedi auprès de la direction du logement. Il s'agit de 80 logements au niveau du nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" à Misserghine, 70 logements similaires à Gdyl et 30 autres à Mers El Hadjadj, a indiqué la même source.

Les travaux de ce programme de logements ont été confiés à trois entreprises, auxquelles ont été données des instructions pour renforcer les chantiers à raison de trois équipes (3x8) pour livrer les projets dans les délais impartis. A noter que les délais ont été fixés entre 18 et 24 mois au maximum. Les représentants des services de la direction du logement de la wilaya ont effectué une sortie sur les trois sites en

question pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux qui sont actuellement en phase de terrassement et de pose des réseaux primaires et secondaires et des fondations, selon la même source, qui a fait savoir que le nouveau programme de cette formule dans la wilaya d'Oran est estimé à 5.050 logements. A rappeler que 320 logements promotionnels aidés (ancien et nouveau pro-

grammes) dans les communes de Bir El Djir, d'Arzew et d'Ain El Turck ont été attribués durant l'année en cours, de même que 2.549 logements publics locatifs (LPL). En outre, il a été procédé au relogement de plus de 330 familles, qui vivaient dans des bidonvilles de la ville d'Oran et au niveau des communes de Bir El Djir et d'Es-Sénia, dans des nouveaux logements à Oued Tlélat.

A UNE SEMAINE DE LA TENUE DU SOMMET DU G20

FMI et OMC s'alarment d'un commerce mondial de plus en plus fragmenté

A une semaine de la tenue du sommet du G20 à New Dehli, les 9 et 10 septembre, les grandes organisations internationales tirent de nouveau la sonnette d'alarme sur la fragmentation sans cesse croissante du monde actuel.

Dans un blog, paru lundi, le FMI s'alarme des signes montrant que « la coopération s'essouffle ». « Les nouvelles barrières commerciales introduites chaque année ont presque triplé depuis 2019 pour atteindre près de 3.000 l'année dernière », souligne l'institution. Cette dernière avance que des restrictions plus fortes au commerce international pourraient amputer jusqu'à 7 % la production économique mondiale à long terme, soit environ 7.400 milliards de dollars actuels. C'est l'équivalent des économies française et allemande rassemblées.

« Se concentrer sur le bien être des gens ordinaires »

Dans une tribune publiée par le magazine «Foreign Affairs» de septembre-octobre 2023, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, prévient : « A mesure que les échanges commerciaux diminuent et que les barrières augmentent, la croissance mondiale sera durement touchée. Selon les dernières projections du Fonds,

la croissance annuelle du PIB mondial jusqu'en 2028 ne sera que de 3 %, soit la prévision quinquennale la plus basse des trois dernières décennies, ce qui risque de nuire à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois parmi les jeunes populations en plein essor dans les pays en développement. » Et d'ajouter que « d'autres formes de fragmentation – comme le découplage technologique, la perturbation des flux de capitaux et les restrictions migratoires – augmenteront également les coûts ». L'allusion à la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis est à peine voilée. « Les décideurs politiques doivent se concentrer sur les questions qui comptent le plus non seulement pour la richesse des nations mais aussi pour le bien-être économique des gens ordinaires », poursuit Kristalina Georgieva. A Jackson Hole, le 26 août dernier, lors de la réunion des banquiers centraux, la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, est allée dans le même sens. Se détourner d'un commerce libre et ouvert

entraînerait une plus grande volatilité des prix, des pressions inflationnistes et des perspectives de croissance globalement plus faibles, selon elle. Evoquant les tensions et le scepticisme autour du commerce mondial, la patronne de l'OMC note toutefois que les coûts globaux du commerce de produits agricoles, de biens manufacturés et de services ont diminué de 12 % au cours des 20 dernières années. La numérisation et le commerce croissant des services sont potentiellement une puissante force de désinflation. Mais rien n'est gagné. Selon les calculs des économistes de l'Organisation, si l'économie mondiale se désocialise en deux blocs commerciaux autonomes, cela réduirait à long terme le niveau du PIB mondial réel d'au moins 5 %. Certaines économies en développement seront confrontées à des pertes au delà de 10 %. Alors que Kristalina Georgieva entame mercredi à Pékin une visite en Asie, les pourparlers entre les Etats-Unis et la Chine sur leurs différends commerciaux se poursuivent. A Pékin, la

secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, a estimé mardi, lors d'une rencontre avec le Premier ministre chinois, Li Qiang, que les Etats-Unis et la Chine doivent « faire plus, ensemble », face aux problèmes de la planète. Mais elle a précisé que Washington « ne fera jamais de compromis en matière de protection de [la] sécurité nationale ». Les restrictions commerciales imposées par les Etats-Unis à l'exportation de certains produits vers la Chine exaspèrent Pékin qui voit une tentative de freiner l'essor économique et le développement du pays. Les crispations internationales ne se limitent pas au bras de fer entre Pékin et Washington. Si les Etats-Unis ont minimisé l'événement, l'annonce, le 26 août, de l'expansion du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) avec l'adhésion de six nouveaux pays (Iran, Argentine, Arabie saoudite, Egypte, Emirats arabes unis et Ethiopie) renforce le risque d'un monde se divisant en deux blocs rivaux.

Source : Les Echos

Le paradoxe de la flamboyante croissance indienne

Par Nicolas Barré

L'économie indienne est championne du monde de la croissance avec une progression de l'activité de 6 à 7 % par an. La grande question est de savoir si l'Inde est entrée dans un long cycle de forte croissance ou si les faiblesses de son économie vont casser cette dynamique. Avec une croissance de 6 % cette année et de 7 % l'an prochain, selon les projections de l'OCDE, l'Inde se classe en tête de toutes les grandes économies. En 2024, l'économie du pays le plus peuplé du monde enregistrera même une croissance de 2 points supérieure à celle de la Chine. Une rupture : depuis le début des années 2000, c'est la Chine qui s'illustrait par un taux de croissance annuel supérieur de 2 points à celui de l'Inde. A Delhi, les plus optimistes discernent là les prémices d'un grand rattrapage. « Nous serons bientôt la troisième économie mondiale », nous confiait en juillet le Premier ministre indien Narendra Modi.

Age d'or

En 2023, l'Inde a franchi deux caps marquants : sa population a dépassé celle de la Chine avec 1,43 milliard d'habitants et l'économie indienne a doublé celle du Royaume-Uni, son ancien colonisateur, aujourd'hui dirigé pour la première fois

par un homme d'origine indienne, Rishi Sunak, marié à la fille du fondateur d'Infosys, l'empire indien du logiciel valorisé 70 milliards de dollars en Bourse. Que de symboles ! Les dirigeants indiens y voient la promesse d'une trajectoire radieuse pour l'économie du pays. « Un âge d'or de vingt-cinq ans », proclame-t-on dans les cercles du pouvoir à Delhi. Les investisseurs étrangers sont plus mesurés. « Les défis sociaux avec une population très jeune, des créations d'emplois insuffisantes et des tensions entre groupes religieux créent beaucoup d'incertitudes », dit un assureur indien. La bonne nouvelle pour l'Inde est qu'elle peut se passer de leur apport. A la différence de grandes économies émergentes comme la Turquie, le Brésil ou l'Afrique du Sud, le pays n'a pas un besoin vital de capitaux étrangers pour soutenir sa croissance. L'épargne indienne est abondante, le déficit de la balance des paiements se réduit et reste contenu (2,2 % du PIB en fin d'année dernière) tandis que le système bancaire a été assaini. Les autorités ont en effet poussé les banques à nettoyer leurs comptes. Le taux de créances douteuses est revenu l'an dernier à son plus bas niveau depuis dix ans et l'Etat a créé il y a deux ans une « bad bank » publique, la National Asset Reconstruction Co (NARCL), qui reprend à sa charge des actifs douteux. Bref, la machine à produire du crédit fonctionne, ce qui n'est pas un

mince atout par rapport à d'autres pays en développement.

L'investissement en retard

La moins bonne nouvelle est que le niveau d'investissement reste encore en retrait, notamment si l'on compare au voisin chinois. Au cours des dix dernières années, l'investissement a représenté environ 31 % du PIB, un niveau conforme à l'épargne du pays (30 % du PIB). Mais sur la même période, la Chine se situait 15 points au-dessus. Le grand décollage de l'économie indienne passe donc par une forte augmentation de l'investissement, ce que l'on ne perçoit pas encore pour le moment. L'argent ne manque pourtant pas, ni même l'or, pourrait-on ajouter, puisque les Indiens possèdent les troisièmes réserves du monde avec 2.000 milliards de dollars de métal jaune, à rapporter à un PIB de 3.700 milliards de dollars. « Le gouvernement devrait faire en sorte que cette masse d'argent stérile soit investie dans l'économie », observe l'économiste R.P. Gupta. Les freins à l'investissement ne sont donc pas tant financiers que culturels. Ils s'expliquent notamment par un empilement de législations complexes et par l'emprise d'une administration habitée de longue date par ce que Amitabh Kant, bras droit de Narendra Modi, appelle « le règne de la licence ». A savoir que pour toute activité économique,

la construction d'une usine par exemple, il est nécessaire de se procurer une multitude de licences auprès d'autant d'administrations. Bien que l'Inde remonte dans les classements comme ceux de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, ces pesanteurs s'effacent lentement. Tout comme la corruption qui reste un fléau. L'autre gros handicap de l'économie indienne, une évidence dans un pays aussi jeune, tient au fait qu'elle ne crée pas assez d'emplois. Une grande partie de sa population est toujours employée dans l'agriculture (42 %) et « le grand défi des prochaines années sera de transférer cette main-d'œuvre dans des secteurs plus productifs », dit Dhiraj Nim, économiste chez ANZ. Or, à la différence des autres grands pays émergents, la croissance indienne depuis vingt ans ne s'est pas traduite par une augmentation de la part de l'industrie, qui stagne à moins de 15 % de la richesse nationale contre 28 % en Chine, et même un peu plus de 20 % dans un pays aussi développé que le Japon. Quant aux emplois dans les services, ils ne suffisent pas à absorber le flux de nouveaux entrants sur le marché du travail. C'est le paradoxe d'un pays champion du monde de la croissance, mais où une part considérable de la population reste à l'écart, sous-employée dans des pans très peu productifs de l'économie et sans grand espoir de s'en extraire.

Source : Les Echos

ÉGYPTE

SDX signe un protocole d'accord en vue de se délester de tous ses actifs pétrogaziers

En juin, SDX a annoncé son intention de vendre son portefeuille d'actifs en Égypte. Jusque-là, la compagnie n'a pas précisé les identités des potentiels acquéreurs qui se sont manifesté encore moins le montant de la transaction envisagée. La compagnie pétrogazière britannique SDX Energy devrait céder l'ensemble du portefeuille d'actifs qu'elle détient en Égypte. Mercredi 30 août, la compagnie a annoncé avoir signé un mémorandum d'accord non contraignant à cet effet, avec une multinationale dont elle n'a pas révélé l'identité. Jusqu'ici, SDX n'envisageait de se séparer que de 33 % des 55 % de sa participation directe dans la concession gazière de South Disouq. Il semble que le changement de l'équipe dirigeante de la compagnie a modifié le plan initialement prévu. De ce fait, la compagnie ne cible désormais plus la cession d'une partie de ses intérêts sur place, mais la totalité de ces derniers. Le projet de cession intègre également la concession West Gharib sur laquelle SDX détient une participation directe non exploitée de 50 %. À travers cette cession, dont la finalisation devrait se faire d'ici la fin du quatrième trimestre 2023, sous réserve des approbations gouvernementales, entre autres, SDX veut miser sur la diversification de ses activités. Ceci, en s'orientant vers le secteur de la transition énergétique au Maroc, jugé à plus fort potentiel. « La vente prévue des actifs égyptiens de SDX constituera une étape importante de la feuille de route de transition de la société que nous présenterons bientôt à nos actionnaires. SDX, relancée par une nouvelle direction, se concentrera sur la monétisation d'opportunités passionnantes autour de ses actifs marocains et d'études sectorielles liées à la transition énergétique, afin de soutenir une croissance du capital envers nos actionnaires à court terme », a notamment déclaré Daniel Gould, le nouveau directeur général de SDX.

CARBURANT DU FUTUR

Les monarchies du Golfe misent sur l'hydrogène vert

Après avoir profité des énergies fossiles pendant des décennies, les monarchies arabes du Golfe lorgnent désormais sur l'hydrogène vert dans leur ambition de diversifier leurs économies et, par la même, concrétiser leur volonté affichée de lutter contre le changement climatique.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis mais aussi le sultanat d'Oman investissent massivement dans ce carburant qui semble résoudre bien des défis : peu polluant, ses utilisations potentielles sont nombreuses, ce qui pourrait le rendre à la fois lucratif et respectueux de la planète. Confrontés à la baisse des recettes pétrolières ces dernières années, "les États du Golfe veulent prendre la tête du marché mondial de l'hydrogène", dit à l'AFP Karim Elgendy, chercheur au centre de réflexion britannique Chatham House. "Ils considèrent l'hydrogène vert comme essentiel pour se maintenir comme des puissances majeures de l'énergie et pour garder leur influence alors que la demande en combustibles fossiles diminue", observe-t-il. Représentant actuellement moins de 1 % de la production totale d'hydrogène, l'hydrogène dit vert – car fabriqué à partir d'électricité renouvelable – n'est toutefois pas encore commercialement

viaable et son développement pourrait prendre plusieurs années. Contrairement à l'hydrogène produit à partir de combustibles fossiles polluants, l'hydrogène vert est obtenu à partir de l'eau en utilisant des énergies renouvelables comme le vent, le soleil et l'hydroélectricité. Alors que les combustibles fossiles émettent des gaz à effet de serre nocifs lorsqu'ils brûlent, l'hydrogène vert n'émet que de la vapeur d'eau. Il est préconisé à terme dans les industries très polluantes – transports, navigation et sidérurgie. Premier exportateur de pétrole brut au monde, l'Arabie saoudite construit la plus grande usine d'hydrogène vert au monde à Neom, la mégapole futuriste en construction au bord de la mer Rouge. D'une valeur de 8,4 milliards de dollars, l'usine intégrera l'énergie solaire et éolienne pour produire jusqu'à 600 tonnes d'hydrogène vert par jour d'ici fin 2026, selon les autorités.

"Leaders"

Abritant la seule centrale nucléaire du monde arabe, les Émirats arabes unis, qui accueilleront fin novembre la conférence de l'ONU sur le climat COP28, ont approuvé en juillet une stratégie en matière d'hydrogène visant à faire du pays l'un des dix premiers producteurs d'ici à 2031. "L'hydrogène sera un carburant essentiel pour la transition énergétique", assure à l'AFP Hanan Balalaa, responsable au sein du géant pétrolier émirati ADNOC. "Les Émirats sont bien placés pour en tirer profit." Mais c'est Oman, loin derrière ses voisins s'agissant des énergies fossiles, qui est en passe de devenir le sixième exportateur mondial et le premier du Moyen-Orient d'ici la fin de la décennie, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié en juin.

ARABIE SAOUDITE

Djeddah va stimuler le secteur des escaliers roulants grâce à un événement prévu à cet effet

L'Arabie saoudite a préparé le terrain pour les avancées dans l'industrie du transport vertical. En effet, Djeddah accueillera un événement important et une conférence sur les technologies des ascenseurs et des escaliers roulants dans la ville du 4 au 7 septembre. Selon l'agence de presse saoudienne, la ville portuaire présentera la Lift City Expo 2023 et la deuxième exposition et conférence internationale sur les technologies des ascenseurs et des escaliers mécaniques, les pièces jointes et les accessoires à l'hôtel Jeddah Hilton. La SPA a indiqué que le marché saoudien des ascenseurs et des escaliers mécaniques devrait connaître une croissance

substantielle à l'avenir, les giga-projets du pays étant estimés à plus de 1,34 trillion de dollars (1 Dollar américain = 0,92 euro). L'exposition ouvrira de nouveaux marchés, ce qui contribuera à améliorer le retour sur investissement. Le rassemblement jouera un rôle clé en suivant le développement de la construction et le volume des projets réalisés en Arabie saoudite, qui ont généré des investissements directs de la part de fabricants du monde entier et développé le secteur du transport vertical au sein du Royaume. Lift City Expo Jeddah a attiré l'attention internationale, en particulier sur le marché le plus développé et le plus progressif

du Royaume, de la région du Golfe et du Moyen-Orient. Cette exposition constitue une plate-forme idéale pour promouvoir et faire progresser le secteur des ascenseurs en Arabie saoudite, qui connaît une croissance significative en raison du nombre élevé de projets en cours de construction ou en phase de planification. L'exposition offrira aux exposants une occasion unique d'entrer en contact avec des bénéficiaires et des spécialistes de plusieurs pays à travers une série de séminaires et d'ateliers, garantissant que tout le monde se tienne informé des dernières tendances et technologies dans la filière des ascenseurs.

HYDROCARBURES EN TUNISIE

Comment répondre à la demande du marché intérieur ?

Avec la conjonction de plusieurs facteurs, les cours du pétrole ont enregistré ces derniers temps des flambées historiques, après une longue période de disette menant de nombreux spécialistes à affirmer que les prix ne baisseront pas de sitôt. Les craintes de manque d'approvisionnement en gaz et en pétrole ainsi que la flambée des prix des carburants remontent à la surface. La demande mondiale est sans cesse grandissante. Les craintes alimentent les marchés pétroliers et font grimper les prix. Les cours du pétrole poursuivent leur ascension avec le baril de Brent à 86,83 USD. Les spécialistes s'accordent à dire que la tendance haussière va continuer pour les mois à venir. L'économie mondiale a besoin de pétrole et les capacités de productions sont limitées. Ils soulignent, en effet, que la demande sera grande et l'offre moins importante, ce qui fera exploser les

prix. D'après les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les prix du pétrole suivront une courbe haussière d'ici la fin de l'année 2023. L'AIE indique dans son dernier rapport que la réduction de l'offre de l'Opep et l'augmentation du niveau de la demande «vont éroder les stocks pour le reste de l'année et donc faire grimper les prix».

Hausse cumulée annuelle de 23,7%

A l'échelle nationale, l'Association tunisienne du pétrole et du gaz indique dans son dernier rapport «Les annales de l'énergie 2023», que la consommation nationale de produits pétroliers s'est élevée à 4,54 millions de tonnes (Mto), enregistrant une très faible hausse par rapport à l'année 2021, alors que la production de la «Stir» a été de 1,43 Mto en baisse de 12,4% par rapport à l'année précédente. Afin

de répondre à la demande du marché intérieur, la Stir a importé 3,38 Mto de produits pétroliers. Des difficultés d'approvisionnement du marché intérieur ont conduit au rationnement des carburants au cours des mois d'août et d'octobre 2022, et à un recours aux stocks de sécurité. Par ailleurs, cinq ajustements des prix ont été réalisés en février, mars, avril, septembre et novembre 2022, engendrant une hausse cumulée annuelle de 23,7% du prix de gasoil ordinaire et de 20,4% de l'essence sans plomb. De même, selon le bulletin de la conjoncture énergétique publié en juin 2023, la demande nationale de produits pétroliers a enregistré, entre fin juin 2022 et fin juin 2023, une baisse de 4% pour se situer à 2.173 ktep. Ainsi, une baisse de la demande du GPL de 1%, du fuel de 26%, des essences de 5% et du gasoil de 8% a été observée. La consommation de carbu-

rants routiers a enregistré, entre fin juin 2022 et fin juin 2023, une diminution de 7%. Elle représente 62% de la consommation totale des produits pétroliers. La consommation de GPL a diminué de 1%, celle de coke de pétrole a augmenté de 19% au cours de la même période, sachant que ce produit est utilisé exclusivement par les cimenteries et qu'il est substituable par le gaz naturel et le fuel lourd. D'autre part, la consommation de jet aviation a enregistré une hausse importante de 11% à fin juin 2023 par rapport à la même période de l'année précédente suite à la relance des activités de secteur du transport aérien qui a subi de plein fouet les répercussions de la pandémie du coronavirus. La moyenne journalière de la production de pétrole est passée de 36.4 mille barils/j à fin juin 2022 à 33.9 mille barils/j à fin juin 20.

SOMMET SUR LE CLIMAT À NAIROBI

Le financement face aux changements en Afrique est au cœur des discussions

Le Sommet africain sur le climat s’ouvre à Nairobi au Kenya, avec pour ambition d’être plus concret que le récent sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial. Mais les défis et les enjeux sont complexes sur un continent où coexistent diverses étapes d’adaptation ou mitigation aux changements climatiques.

Ce lundi 4 septembre s'est ouvert à Nairobi au Kenya le sommet pour le climat en Afrique. Selon la presse locale, le président William Ruto, impliqué dans l'organisation de cet événement, est arrivé en véhicule électrique sur le lieu des activités et devrait participer à des discussions avec d'autres chefs de gouvernements africains, ainsi qu'avec des représentants de plusieurs institutions multilatérales impliquées dans la question des changements climatiques. La finance des initiatives climatiques en Afrique est l'une des thématiques les plus attendues du sommet. « Nous approchons d'un moment crucial dans le calendrier climatique de cette année. Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial a généré de l'élan, mais peu d'actions concrètes pour réimaginer le système financier international afin de lutter contre l'inégalité et les changements climatiques », explique l'organisation ClimateWorks dans un blog récent. Même si le site internet du sommet pour le climat en Afrique comporte des éléments d'optimisme, la capacité des pays africains à mobiliser des ressources pour l'adaptation ou la mitigation face aux effets des changements climatiques reste limitée. Selon un rapport de 2022 du Climate Po-

licy Initiative, le monde s'était engagé à soutenir le continent avec une moyenne de 280 milliards de dollars par an entre 2020 et 2030 pour répondre au problème. Jusqu'à présent, seulement 30 milliards de dollars en moyenne ont été mobilisés. On note surtout une contribution plus faible du secteur privé (13%), alors que dans certains pays comme le Canada et les Etats-Unis, elle atteint 96%. Les organisateurs de l'African Climate Summit s'attendent à des annonces d'engagements concrets, mais la diversité des défis et des besoins en Afrique présume déjà que cela nécessitera bien plus que des annonces. Le cas africain pose un défi, car le continent est celui qui pollue le moins en raison de sa faible industrialisation, et une consommation globale qui reste fortement dépendante des modes circulaires de production. Pourtant, le continent compte en son sein des solutions naturelles pour limiter les effets du changement climatique. Son bassin forestier, le deuxième plus important au monde, est un important capteur de CO2. Des pays comme la République du Congo sont contraints d'imaginer des solutions de croissance verte pour assurer la préservation de la tourbière

de Lokolama. Mais ils ont peu accès à des sources de financement pour se diversifier. Les agences de notation le jugent très risqué pour les investisseurs ciblant les dettes souveraines. L'Afrique comporte également un avantage comparatif pour la production d'énergie solaire, notamment dans la partie couverte par le désert du Sahara. Cependant, celle-ci est composée de plusieurs Etats où règne désormais l'insécurité, à l'exception de quelques pays comme le Maroc, l'Algérie ou encore la Mauritanie. Un dernier exemple est le barrage d'Inga et son potentiel en hydroélectricité et en hydrogène vert. Seulement, la République démocratique du Congo doit s'endetter pour réaliser cette infrastructure. Il n'est pas certain que ce type de solutions trouve une validation lors du sommet kényan. Près de 400 organisations de la société civile ont dénoncé la pertinence de l'événement, arguant que son agenda a été construit par des entités ou des organisations qui défendent les intérêts des entreprises situées dans les pays pollueurs, et qui ne prennent pas suffisamment en compte les défis spécifiques de l'Afrique. La déclaration de Nairobi est donc très attendue à l'issue de ce sommet prévue pour le 6 septembre prochain.

TEXTILE/CAMEROUN

La Cicam en insolvabilité avec une dette de plus de 22 milliards de FCFA

Dans une note interne adressée le 31 août 2023 au personnel, le directeur général de la Cotonnière industrielle du Cameroun (Cicam), Edouard Ebah Abada, fait savoir qu'à la suite de la réunion du 23 août 2023 entre la direction générale et les délégués du personnel, « il a été prévu que les salaires du mois d'avril 2023 devraient être payés en espèces, si les recettes des ventes du pague de la Journée internationale des enseignants le permettaient ». À ce jour, poursuit

le DG de la Cicam, les fonds réunis ne pouvant pas payer la totalité desdits salaires, des dispositions ont été prises pour un paiement en deux tranches. « La première tranche correspondant à une avance de 50 000 FCFA par employé sera payée le 1er septembre 2023. Aussitôt que les recettes des ventes seront réunies, le solde sera immédiatement servi au personnel ». Dans un rapport présenté le 14 juillet 2023 à Douala, le Bureau de mise à niveau des entreprises

(BMN) a dressé un bilan peu reluisant de la Cicam. L'entreprise cumule une dette de plus de 22 milliards de FCFA et accumulation des déficits chaque année? Depuis 2021, la société publique dotée d'un capital de 1,15 milliard de FCFA a affiché un résultat négatif de 3,55 milliards FCFA. En plus de la vétusté de l'appareil de production, cette situation serait due à une concurrence des tissus en provenance des pays d'Asie et d'Afrique de l'Ouest. Une source au sein de l'entreprise indique

qu'elle ne contrôle qu'à peine 5% des parts du marché du pague dans le pays, contre 80% pour les produits en provenance de l'Asie (principalement de la Chine), 10% du Nigéria, et 5% des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Le BMN estime que la restructuration de la plus importante entreprise de transformation du coton du pays, créée en 1965, nécessite une enveloppe comprise entre 30,7 et 48,2 milliards de FCFA, selon qu'elle se fasse uniquement par l'État ou que celui-ci associe le secteur privé.

TOGO

G-Avicole ou la gestion 2.0 des volailles

Au Togo, le secteur agricole expérimente depuis quelques années, des initiatives technologiques destinées à améliorer le rendement et accompagner les acteurs. Depuis 2020, G-Avicole, une nouvelle solution, entend révolutionner la gestion des fermes avicoles. « Pour gérer une ferme avicole au quotidien, il vous faut demander conseils à des experts, car c'est un travail exigeant qui demande une attention particulière. L'élevage des volailles nécessite une gestion rigoureuse de la production, des stocks, de la maintenance, de la collecte et de la vente. Vous devez notamment optimiser la gestion de votre exploitation, pour ne pas aller à une perte certaine. Et c'est là où nous intervenons », explique d'entrée Eli Adjeyi, responsable

de la plateforme, sur son blog. En effet, l'outil, développé par G-Agri- cole, une startup spécialisée dans le développement de solutions technologiques pour le secteur agricole, présente une panoplie d'instruments, élaborés pour épauler les éleveurs et les administrateurs. L'objectif, expliquent les concepteurs, est notamment de permettre une meilleure rentabilité. Aussi, est-il possible de surveiller la croissance des volailles, de prévoir les besoins en nourriture et soins médicaux, et d'étudier les orientations de production. Accessible par l'intermédiaire du modèle SaaS, G-Avicole peut être utilisé au moyen d'un navigateur web ou d'une application mobile, permettant la consultation des rapports sur différents

dispositifs, conférant ainsi une vue exhaustive sur divers domaines tels que la performance, l'optimisation de la gestion, la réduction des dépenses, et la transparence vis-à-vis des investisseurs et des partenaires commerciaux.

Automatisation et amélioration de la productivité

Les promoteurs de la plateforme font état de l'automatisation de la collecte de données que permet l'outil, engendrant une gestion efficace du temps, un suivi pertinent de la santé animale, et une coordination de la chaîne d'approvisionnement. Ils soulignent également la disponibilité des informations financières aux investisseurs, ce qui facilite l'identification et l'intervention en cas

d'irrégularités de gestion. D'autre part, G-Avicole se propose de centraliser toutes les données sur une seule interface, facilitant ainsi le suivi et l'analyse. Cela inclut la conservation des données historiques et l'intégration d'un calendrier de prophylaxie, offrant une compréhension accrue des besoins des volailles. Par ailleurs, le module de gestion de stock intégré permet de suivre les mouvements de la ferme, aidant à minimiser les pertes. Autre fait intéressant, une assistance comptable : « nous offrons également un tableau de bord pour surveiller en continu la santé financière de la ferme », précise Eli Adjeyi, avant de poursuivre : « le suivi de la productivité et la gestion des relations avec les clients sont également prévus ».

KENYA

Uber déploie sa première flotte de motos électriques sur le continent

Le géant américain de l'e-mobilité Uber a lancé le jeudi 31 août, au Kenya, sa première flotte de motos électriques sur le continent. Baptisée Electric Boda, la flotte devrait atteindre environ 3 000 motos d'ici six mois. Le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Ouganda, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, qui sont les autres marchés d'Uber en Afrique subsaharienne, suivront probablement le pas puisque la start-up veut rendre sa plateforme sans émissions d'ici 2040.

SÉNÉGAL

Installation d'une commission d'évaluation, d'appui et de coordination des start-up

Le ministère sénégalais de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique a procédé le mercredi 30 août à l'installation officielle de la commission d'évaluation, d'appui et de coordination des start-up (CEAC). En plus de sa mission principale qui est d'encadrer la labellisation des start-up sénégalaises, la CEAC aura la responsabilité d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre d'une stratégie nationale de promotion des start-up.

BOURSE DE PARIS

En vert, bute sur la résistance des 7360 points

La bourse de Paris gagne 0,7% ce matin, autour des 7350 points, notamment tirée par Thalès et Teleperformance (+2,1%).

Alors que Wall Street restera fermée aujourd'hui, pour cause de 'Labor Day', les investisseurs semblent pour l'instant s'affranchir du 'mur d'inquiétudes' du moment, comme le ralentissement de la croissance, la persistance de l'inflation ou l'évolution des politiques monétaires. A Paris, le franchissement de la résistance des 7360 points apparaît comme le principal enjeu à court terme. Le passage de ce pivot technique pourrait ouvrir la voie à un retour

vers ses plus hauts annuels du mois d'avril. 'La décélération du marché américain du travail pourrait toutefois constituer un catalyseur-clé en vue d'une hausse des actions et d'un repli des rendements obligataires d'ici à la fin de l'année', assure Mona Mahajan, stratège chez Edward Jones. 'Cela signifierait en effet que la Fed pourrait enfin se tenir à l'écart en faisant une pause sur les taux', poursuit l'analyste. Dans l'immédiat, les investisseurs devraient

manquer d'éléments de direction, d'autant que la semaine sera peu chargée en indicateurs. Les chiffres des commandes à l'industrie aux Etats-Unis, demain, puis de l'ISM des services, mercredi, seront toutefois suivis par les investisseurs à la recherche d'éléments concrets sur la santé de l'économie. La publication, en milieu de semaine, des commandes à l'industrie puis de la production industrielle en Allemagne devrait confirmer que la première économie d'Europe, traditionnelle locomotive du continent, montre des signes de faiblesse inquiétants. Dans l'actualité des sociétés françaises, Technip Energies annonce le lancement, à l'occasion de la conférence Gastech 2023 qui se

tiendra du 5 au 8 septembre à Singapour, de SnapLNG by T.EN, une solution modulaire, pré-étudiée et standardisée pour la production de GNL (gaz naturel liquéfié) bas-carbone. Unibail-Rodamco-Westfield (URW) annonce avoir vendu Westfield Valencia Town Center, un centre commercial régional situé à Santa Clarita, en Californie, à Centennial Real Estate pour une valeur totale de 199 millions de dollars (à 100%, part URW de 50%). Enfin, STMicroelectronics a annoncé lundi une collaboration avec Sindcon, un spécialiste singapourien de l'Internet des objets (IoT), dans le domaine des compteurs intelligents.

BOURSE DE PÉKIN

Les actions enregistrent un bond quotidien record après les mesures de réforme

Les actions de la Bourse de Pékin, créée il y a deux ans, ont enregistré leur meilleure performance journalière lundi, après que le pays a annoncé des mesures de réforme pour améliorer le marché qui se concentre sur les petites entreprises technologiques innovantes. L'indice 50 de la Bourse de Pékin a clôturé en hausse de 5,9 %, après que la Commission chinoise de régulation des valeurs mobilières (CSRC) a déclaré vendredi qu'elle encouragerait l'innovation à la Bourse de Pékin afin de revigorer le marché des capitaux et de renforcer la confiance des investisseurs. La décision de la CSRC vient s'ajouter à plusieurs autres mesures de stimulation du marché et de l'économie prises ces dernières semaines, alors que la reprise économique post-COVID de la Chine s'est essoufflée depuis le deuxième trimestre et que l'aggravation de la crise de l'immobilier a ébranlé les investisseurs.

La bourse de Pékin se concentre sur le financement de petites entreprises innovantes, connues sous le nom de "petits géants", qui se spécialisent dans des secteurs de niche. Les actions de Long Bamboo Technology Group, Hunan Wuxin Tunnel Intelligent Equipment Co et Panzhihua Bing Yang Technology Co ont bondi de 20 à 30 % et ont mené les gains parmi les 217 sociétés cotées sur le marché. L'indice Beijing exchange 50 est toujours en baisse de 15 % depuis sa création en avril 2022. La CSRC a cherché à stimuler la liquidité du marché en assouplissant les seuils d'investissement et en améliorant les mécanismes de négociation. L'équipe des teneurs de marché sera élargie et toutes les actions cotées sur le marché seront éligibles au financement par marge, a déclaré la CSRC.

EUROPE

La semaine commence dans le vert

Les principales Bourses européennes entament avec une certaine confiance la semaine (+0,7% à Londres et à Paris, +0,6% à Francfort), alors que Wall Street doit rester portes closes ce lundi en raison de Labor Day. 'Les quelques signes de détérioration des données sur l'emploi, sorties vendredi aux Etats-Unis, écartent les risques de nouvelles hausses de taux', rappelle Kiplink, qui met aussi en avant des gains solides affichés par les places asiatiques ce matin. 'Le promoteur immobilier Country Garden Holdings a obtenu l'approbation des détenteurs d'obligations pour prolonger certaines échéances de la dette, évitant ainsi un défaut de paiement potentiel', souligne-t-il en effet. Seule donnée parue ce matin en Europe, l'ex-

cédent commercial de l'Allemagne a reculé à 15,9 milliards d'euros au mois de juillet, à comparer à 18,7 milliards en juin, du fait à la fois d'une augmentation des importations et d'un tassement des exportations. Parmi les autres données macroéconomiques attendues cette semaine, figurent notamment les indices PMI composites, les chiffres de la production industrielle en Allemagne et en France, ainsi que l'indice ISM des services aux Etats-Unis. Dans l'actualité des valeurs, Mercialis grimpe de 3% à Paris, à la faveur d'un relèvement d'opinion chez Oddo BHF à 'surperformance', tandis que Thales gagne 2% avec le soutien de Jefferies qui passe à 'achat' sur le titre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Septembre 2023 Valeur : 06 Septembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.5972	136.6122
1	EUR	EURO		147.5113	147.5822
1	GBP	POUND STERLING		172.4277	172.4902
100	JPY	JAPANESE YEN		93.4126	93.4292
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7990	18.8029
1	CHF	SWISS FRANC		154.5567	154.6436
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4982	100.5463
1	DKK	DANISH KRONE		19.7987	19.8029
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4117	12.4180
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8500	12.8563
1	AED	UAE DIRHAM		37.1875	37.1946
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.4143	36.4202
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.9222	443.1145
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.6108	44.0491
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4348	13.4363
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1545	28.2987
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6051	3.6055
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.6809	181.6809

ANALYSE AOF CLÔTURE WALL STREET
Des indices sans direction claire

Les marchés actions américains ont clôturé en ordre dispersé pour cette dernière séance de la semaine avant une reprise des échanges programmée mardi, Labor Day oblige. Sur le volet de l'emploi, temps fort du jour, 187 000 emplois dans le secteur non agricole ont été recensés en août, soit un peu plus que les 170 000 prévus par le consensus. Le taux de chômage remonte de 0,3 point à 3,8%, contre une stabilité attendue. Côté valeurs, Lululemon a progressé à la faveur de ses perspectives favorables. Le Dow Jones a gagné 0,33% à 34 837 points tandis que le Nasdaq a cédé 0,02% à 14 031 points. Lululemon Athletica a grimpé de 6,01% à 404,19 dollars à la Bourse new-yorkaise après la publication de ses comptes trimestriels. Le géant canadien des vêtements destinés à la pratique du yoga a publié un BPA qui s'est établi à 2,68 dollars, contre un consensus de 2,54 dollars. Au titre du deuxième trimestre, les ventes ont pour leur part crû de 13%, à 2,2 milliards de dollars, contre un consensus logé à 12,1%.

Les chiffres économiques du jour
Aux Etats-Unis, les créations d'emplois non-agricoles s'élèvent à 187 000 en août contre un consensus de 170 000 après 157 000 en juillet. Le taux de chômage est, lui, ressorti en légère augmentation à 3,8%, le consensus prévoyant 3,5% après 3,5% en juillet. Le salaire horaire moyen s'inscrit à 4,3% en rythme annuel, après 4,4% en juillet. Le consensus était de 4,4%. En août, l'indice des directeurs d'achats pour le secteur non manufacturier est ressorti à 47,6 contre un consensus de 47, a confirmé l'Institute of Supply Management (ISM). Il était à 46,4 en juillet. Aux Etats-Unis, l'indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en août est ressorti à 47,9 contre un consensus de 47, après 49 en juillet, a indiqué S&P Global. Les dépenses de construction ont augmenté de 0,7% en juillet aux Etats-Unis, alors que

les analystes attendaient une progression de 0,5%. Elles avaient augmenté de 0,6% en juin.

Les valeurs à suivre aujourd'hui
Broadcom
Broadcom était attendu en baisse de 3,24% en avant-Bourse, Le géant américain des semi-conducteurs a dégagé un Bpa ajusté de 10,54 dollars contre 10,43 dollars de consensus sur le trimestre clos fin juin. Son Ebitda ajusté s'est établi à 5,8 milliards de dollars contre un consensus de 5,71 milliards. Sur la période, les ventes ont dépassé les attentes, en hausse de 4,9% à 8,88 milliards de dollars. Pour le trimestre en cours, le groupe prévoit des revenus de 9,27 milliards de dollars, contre un consensus à 9,28 milliards de dollars.

Lululemon

Lululemon prévoit désormais un chiffre d'affaires pour l'année 2023 compris entre 9,51 et 9,57 milliards de dollars, contre une estimation précédente de 9,44 à 9,51 milliards de dollars. Le géant canadien des vêtements destinés à la pratique du yoga table désormais sur un bpa allant de 12,02 à 12,17 dollars, contre une fourchette antérieure de 11,74 à 11,94 dollars. Au deuxième trimestre, le BPA s'est établi à 2,68 dollars, contre un consensus de 2,54 dollars. Les ventes ont crû de 13%, à 2,2 milliards de dollars, contre un consensus logé à 12,1%.

Tesla
Tesla a dévoilé ce vendredi une Model 3 restylée avec une plus grande autonomie en Chine et sur d'autres marchés dont l'Europe, le Moyen-Orient, l'Australie et le Japon. Le nouveau modèle, qui est construit dans l'usine Tesla de Shanghai, est proposé à un prix de départ supérieur de 12 % à celui du modèle de base précédent en Chine. Le constructeur a en même temps réduit le prix de certains de ses modèles, ce qui pourrait peser sur le titre durant cette séance.

ITALIE

Le déficit budgétaire sera supérieur à l'objectif de 4,5% en 2023

Le gouvernement italien se prépare à relever son objectif de déficit budgétaire, fixé en avril à 4,5% du produit intérieur brut (PIB), en raison de l'impact d'incitations fiscales coûteuses pour les rénovations de logement, ont déclaré lundi à Reuters deux sources proches du dossier.

En début d'année, une décision de l'agence de statistiques de l'Union européenne, Eurostat, sur la manière dont les crédits d'impôt doivent être classés dans les comptes de l'Etat a contraint l'Italie à revoir à la hausse ses déficits à partir de 2020 et 2022. Le gouvernement a déjà pris des mesures pour réduire les incitations fiscales afin de ne pas compromettre les finances publiques cette année, malgré la contribution qu'elles ont apportée au secteur de la construction et à l'économie en général pendant la pandémie de COVID-19.

Toutefois, ces programmes continuent de peser sur le budget de l'Italie car des milliards d'euros de crédits en suspens rentreront dans les critères d'Eurostat et seront ajoutés au déficit budgétaire de cette année, ont déclaré les sources, qui ont demandé à ne pas être nommées en raison de la sensibilité de la question. L'impact sur le budget 2024 doit encore être évalué et le gouvernement pourrait prendre de nouvelles mesures pour évi-



ter de nouveaux écarts par rapport aux objectifs, ont ajouté les sources. L'un des programmes, le "Superbonus", qui offre des incitations généreuses pour la rénovation énergétique des logements, totalise presque 100 milliards d'euros depuis son introduction en 2020. "Penser au Superbonus me rend malade car il a un effet négatif sur les comptes publics, engloutit la politique écono-

mique et ne laisse pas de place à d'autres interventions", a déclaré dimanche le ministre de l'Economie, Giancarlo Giorgetti.

Il a décrit le Superbonus comme un festin où tout le monde s'est servi et où l'Etat a dû payer l'addition.

L'Italie avait déjà laissé entendre en juillet qu'elle envisageait de modifier ces incitations fiscales dans le cadre de discussions avec les autorités de l'Union européenne.

Le gouvernement mettra à jour une série de projections économiques d'ici le 27 septembre par l'intermédiaire du document sur l'économie et les finances (DEF) du Trésor.

Alors que l'Italie prépare un budget difficile pour 2024 dans un contexte de perspectives économiques de plus en plus sombres, Giancarlo Giorgetti a réitéré son engagement à maintenir le déficit et la dette sur une tendance à la baisse, ce qui laisse peu de marge de manœuvre pour des mesures de relance.

TURQUIE

L'inflation repart à la hausse, au plus haut depuis décembre 2022

En août, l'inflation a atteint 58,9% sur un an en Turquie, selon les données officielles publiées ce lundi. La Banque centrale turque, qui a relevé son principal taux directeur de 8,5% à 25% depuis juin afin d'endiguer la hausse des prix à la consommation, avait revu fin juillet ses prévisions pour la fin de l'année, à 58% fin 2023.

Le tournant de la politique monétaire en Turquie va-t-il porter ses fruits ?

Pour l'heure, difficile de répondre. L'inflation a, en effet, atteint 58,9% sur un an en août, au plus haut depuis décembre 2022, selon les données officielles publiées ce lundi 4 septembre. La hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation de la livre turque, s'est établie à 9,1% sur un mois.

« Nous savons que la lutte contre l'inflation prendra du temps. Nous sommes dans une période de transition. Nous ferons tout ce qui est nécessaire (resserrement monétaire, politique de crédit et politiques des revenus) pour contrôler l'inflation puis la faire refluer », a indiqué lundi sur X (ex-Twitter) le ministre turc de l'Economie, Mehmet Simsek. « Chiffres d'inflation assez terribles. Cela va accroître la pression sur (la banque centrale) pour qu'elle augmente encore de manière significative son taux directeur », a jugé Timothy

Ash, analyste au cabinet BlueAsset Management.

Pour rappel, l'inflation avait reflué à 38,2% sur un an en juin, son plus bas niveau en un an et demi, après avoir culminé à 85,5% en octobre 2022.

Quoique élevés, les chiffres officiels restent toutefois très contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag). Ils estiment que la hausse des prix à la consommation s'élève à 128% en glissement annuel.

« La stabilité des prix est notre priorité absolue »

La publication de ce lundi intervient alors que la Banque centrale turque a créé la surprise le 24 août dernier. Elle a fortement relevé son taux directeur, de 17,5% à 25%, afin de prévenir un rebond de l'inflation.

« Le Comité a décidé de poursuivre le processus de resserrement monétaire afin d'établir le plus rapidement possible le cap de la désinflation (...) et de contrôler la détérioration du comportement des prix », avait expliqué la banque centrale dans son communiqué. « Des indicateurs récents pointent vers une hausse continue de la tendance sous-jacente de l'inflation », a-t-elle

précisé. « Nous sommes déterminés, a affirmé le ministre des Finances Mehmet Simsek sur les réseaux sociaux. La stabilité des prix est notre priorité absolue. »

Nouvelle équipe économique

Ce nouveau relèvement, d'une ampleur inattendue, porte la signature de la nouvelle équipe économique turque entrée en fonctions après la réélection fin mai du président Recep Tayyip Erdogan, pourtant ardent défenseur des taux d'intérêt bas. Après deux précédentes augmentations limitées, le président turc laisse finalement les coudées franches à la nouvelle gouverneure de la banque centrale, Hafize Gaye Erkan, et au ministre de l'Economie, avaient estimé les analystes.

Cette hausse « contribuera grandement à rassurer les investisseurs sur le fait que le retour à l'orthodoxie politique est en bonne voie », avait estimé Liam Peach, analyste chez Capital Economics. « Les marchés turcs acceptent très bien la hausse des taux de la banque centrale. Hafize Gaye Erkan et son équipe sont vraiment impressionnantes », avait jugé de son côté Timothy Ash, économiste de BlueBay Asset Management.

ASIE

Les devises demeurent sous pression

L'accumulation de statistiques décevantes en provenance de la Chine maintient sous pression l'ensemble des devises asiatiques, y compris celles liées aux commodities. Quant au dollar et à l'euro, ils testent actuellement des points tournants, ce qui donnera la tendance pour la fin de l'année.

En ce début de mois, il est toujours intéressant de faire un point de situation. Au jeu du carry trade (l'art de profiter des écarts de rendement entre différents types d'actifs) face à l'euro, on notera que les meilleurs performers depuis le début de l'année sont dans l'ordre : le peso colombien (COP), le peso mexicain (MXN) et le forint hongrois (HUF). A l'autre bout du spectre, les pires performers regroupent le rouble russe (RUB), la lire turque (TRY) et le yen japonais (JPY). Si vous suivez régulièrement cette chronique, vous ne devriez pas être surpris outre mesure par ce tiercé.

Je profite d'ailleurs de ce classement pour vous montrer une très belle configuration sur le COPEUR. La devise est bien orientée comme en témoigne sa moyenne mobile 89 jours ascendante tandis que le RSI est proche d'une ligne de tendance haussière en cours depuis un an. Graphiquement, le marché consolide à l'intérieur d'un triangle en cours depuis début août dont la sortie est naturellement attendue par le haut, relançant alors la dynamique haussière. L'EURO a tutoyé son support clé à 1.0760 (104.60 en parallèle sur le Dollar Index). Une rupture franche de ce niveau viendra contrecarrer la vue haussière face au dollar et pourrait renvoyer la devise européenne en direction des 1.0548 voire même des 1.0430. En attendant, on conservera son solde devises en euros. Même son de cloche pour l'aussie qui reste mal orienté sous les 0.6600 avec les 0.6305 en ligne de mire. Le kiwi tente un rebond intermédiaire sur la zone de support à 0.5905/0.5865 qu'il faudra ensuite casser pour ouvrir 0.5770 voire 0.5563.

ALLEMAGNE

Les exportations baissent moins que prévu en juillet

Les exportations allemandes ont baissé de 0,9% en juillet par rapport au mois précédent, montrent les données publiées lundi par l'Office fédéral de la statistique.

Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient une baisse de 1,5% en glissement mensuel.

Les exportations vers les pays de l'Union européenne (UE) ont augmenté de 0,5% au cours du mois, tandis que les exportations vers les pays non membres de l'UE ont diminué de 2,5% par rapport au mois précédent.

Les importations ont parallèlement augmenté de 1,4% sur le mois, selon les données de l'Office.

La balance du commerce extérieur a ainsi affiché un excédent de 15,9 milliards d'euros en juillet, contre 18,7 milliards d'euros le mois précédent.

RENAULT ARKANA

Un succès insolent

Pour sa première année complète, le Renault Arkana a réussi à séduire son public et trouver sa place sur le segment ultra-concurrentiel des SUV familiaux. Au point qu'il en a détrôné cette année le roi incontesté, le Peugeot 3008. En dévoilant l'Arkana, SUV Coupé ou berline à malle haute sur patte (à vous de choisir), Renault a surpris tout le monde. Alors qu'une telle catégorie de véhicules n'était jusqu'alors prise que par des constructeurs premium (Mercedes GLC Coupé, BMW X4...), le losange a pris le risque de penser que ce genre de modèles pouvait intéresser le plus grand nombre. Il semble avoir eu raison puisque Peugeot a dévoilé à son tour cette année un SUV coupé : le 408. Lancé d'abord en Russie en 2019 puis en Europe l'année dernière. L'Arkana est un crossover compact habitable, confortable et économique, notamment en motorisation hybride.

GENERAL MOTORS

La Firme songerait aussi à déployer des sous-marques Camaro et Escalade

General Motors (GM) souhaiterait incorporer des sous-marques Camaro et Escalade à son portfolio de modèles. C'est du moins ce qu'avance le magazine américain Car and Driver quelques semaines après avoir avancé la même chose au sujet de la Chevrolet Corvette.

Le média s'appuie de nouveau sur une source travaillant pour GM. L'idée est évidemment de tabler sur la notoriété de ces noms afin de décliner de nouveaux modèles. La sous-marque Escalade pourrait ainsi faire naître un VUS intermédiaire à plateforme monococque pour concurrencer le Porsche Cayenne. Un autre multisegment de luxe serait aussi à l'étude. Le Cadillac Escalade pourrait devenir une sous-marque de GM afin de profiter de la notoriété de son nom.

Du côté de Camaro, GM envisagerait de lancer un coupé et un multisegment électriques utilisant ce nom passablement important dans l'histoire du géant américain. Cela rappelle indéniablement l'approche préconisée par Ford avec son Mustang Mach-E. Nul doute qu'il faudra que l'exercice se fasse avec adresse pour éviter de diluer ces appellations indispensables pour GM.

FORD

La Mustang 2024 confirme les gains de puissance de toutes ses versions

À la suite de son dévoilement officiel en septembre, Ford a confirmé la puissance homologuée des moteurs de la septième génération de l'iconique Mustang. Comme avancé au cours de la présentation, tous les moteurs proposés auront droit à une injection plus ou moins substantielle de puissance en attendant l'arrivée probable de livrées Shelby.

La mécanique de série, qui sera, à l'instar de la génération actuelle, un quatre-cylindres turbocompressé de 2,3 L, gagne un petit total de 5 ch pour 315 ch au bout du compte et un couple de 350 lb-pi. Cela en fait la Mustang de série la plus puissante par une légère marge. Malgré sa cylindrée identique à celle du moteur qu'il remplace, ce bloc est entièrement nouveau et gagne entre autres un système d'injection doté d'injecteurs logés tant dans la chambre de combustion que dans le collecteur d'admission. La version GT recevra quant à elle un V8 de 5 L maintenant doté de deux papillons d'alimentation en air. Sa puissance de série passe à 480 ch et son couple grimpe à 415 lb-pi, des gains respectifs de 30 ch et 5 lb-pi face à la dernière année de la sixième cuvée de la Mustang. Finalement, la nouvelle variante Dark Horse de la Mustang GT pousse sa puis-



sance maximale à 500 ch et 418 lb-pi de couple, lui assurant le titre de moteur atmosphérique le plus puissant jamais installé dans une Mustang qui n'a pas le logo Shelby sur ses ailes avant. Son régime de rotation maximal se situe à 7500 tr/min, question d'assurer de la théâtralité au rendu.

Rappelons que seules les Mustang 2024 dotées d'un V8 pourront être livrées avec une boîte manuelle. La version GT conserve sa boîte Getrag à six rapports et la Dark Horse reçoit l'excellente transmission Tremec, aussi à six rapports. Une transmission automatique à 10 vitesses est proposée en parallèle.

CITROËN « MY AMI BUGGY » (2023)

Une nouvelle édition spéciale

En cette période de Fêtes de fin d'année, Citroën sort un nouveau lapin de son chapeau en lançant une série spéciale de 1000 exemplaires de son Ami 100% électrique, le « My Ami Buggy ». Depuis son lancement, le Citroën Ami rencontre un succès

au-delà toutes les attentes. C'est bien simple, le petit véhicule électrique de la marque aux chevrons se vend comme des petits pains, au point d'avoir largement dépassé depuis l'été les 30 000 unités dans près de neuf pays européens. Pour suivre le rythme, Citroën n'hésite

pas à décliner le modèle (que L'Auto-Journal a pu essayer) sous différentes formes et couleurs. Après les variantes bariolées aussi originales qu'inattendues, l'Ami existe aussi en version buggy, au succès aussi fulgurant que l'original.

La technologie au secours des pneus pour véhicules électriques

L'entreprise canadienne Sailun a développé le nouveau pneu ERange EV, destiné spécifiquement aux véhicules électriques. Si, comme moi, vous êtes propriétaire d'une voiture électrique, vous savez que ces véhicules sont plus lourds, plus puissants, plus silencieux que les voitures à combustion, sans compter qu'ils sont plus sensibles aussi sur le plan de la résistance au roulement. Par conséquent, ils commandent qu'on les chausse de pneus spécifiques. Conducteurs de véhicules électriques, vous avez aussi sans doute remarqué que le nombre de personnes qui utilisent les

bornes de recharge publiques est toujours à la hausse. Parfois, la situation est telle qu'il faut patienter un long moment avant de pouvoir utiliser le chargeur en question...

Un pneu qui peut aider à faire du chemin...

Pour répondre aux besoins de tous ces automobilistes, le fabricant de pneus Sailun, une entreprise canadienne qui compte plus de 20 ans d'expérience dans le domaine et qui a des tentacules partout dans le monde, a développé un nouveau pneu nommé « ERange EV ». Il s'agit d'un produit qui est destiné spécifiquement aux véhi-

cules électriques, qui promet d'améliorer ses performances, qui offre une conduite silencieuse et, surtout, qui est conçu pour augmenter l'autonomie de tous les véhicules électriques, ou presque. On parle ici autant des voitures que des camions et des VUS électriques qui sont actuellement sur le marché. Ces pneus permettent plus d'autonomie en raison d'un procédé avancé qui offre une résistance au roulement plus faible que celle des autres pneus, tout en conservant une bonne traction. Avec le nombre grandissant de véhicules électriques qui circulent désormais sur nos routes un peu partout sur la planète, cette innovation devient utile et

intéressante puisqu'elle nous promet une autonomie supérieure à ce qu'offrent les autres pneus destinés aux véhicules électriques. Pour une Tesla Model 3, par exemple, l'autonomie sera de 7 % supérieure avec ces pneus. Voilà qui peut sembler peu, mais cette latitude permet néanmoins de rouler plus longtemps avec une même charge et, éventuellement, permettra d'éviter une recharge. Et puisque la technologie évolue de jour en jour pour augmenter la capacité des batteries des voitures électriques, ces 7 % d'autonomie supplémentaire pourraient être doublement profitables dans quelques années.

Meta prépare une alternative au Vision Pro d'Apple avec l'aide de LG

Meta n'a pas abandonné le segment des casques de réalité mixte haut de gamme. Avec l'aide de LG, le géant des réseaux sociaux prévoit de concevoir une alternative au Vision Pro d'Apple. On fait le point sur les informations déjà disponibles, des années avant la sortie.

En juin dernier, Apple a frappé un grand coup avec le Vision Pro, son premier casque de réalité mixte. L'accessoire se distingue grâce à une fiche technique résolument haut de gamme, avec notamment deux écrans micro OLED 4K, douze caméras et cinq capteurs. C'est pourquoi le Vision Pro est tarifié 3 500 dollars.

Sans surprise, la proposition d'Apple a donné envie à la concurrence de proposer leurs propres casques haut de gamme sur le marché. Par exemple, Samsung a annoncé l'arrivée d'un casque de réalité mixte, conçu avec l'appui de Google et de Qualcomm. Un prototype de l'accessoire, toujours en cours de développement, est même apparu sur la toile.

Un Quest Pro 4 pour contrer le Vision Pro

D'après les informations partagées par Maekyung, un quotidien économique sud-coréen, Meta planche également sur un nouveau casque de réalité mixte orienté haut de gamme. L'accessoire, évoqué sous l'appellation de Quest Pro 4, doit permettre à la marque de répondre à l'offensive d'Apple.

Il s'agirait donc d'une future version amé-



liorée du Quest Pro. Annoncé l'année dernière, le casque, qui combine réalité virtuelle et augmentée, n'a pourtant pas déchaîné les foules, en grande partie à cause de son prix. L'engin est en effet vendu au prix de 1199 euros, contre 1799 euros lors de sa sortie. Le Quest Pro ne se vendrait pas aussi bien que prévu, au point que Meta prévoirait de cesser la production de cette première itération. Alors que le marché du casque VR est en berne, les consommateurs ont préféré se tourner vers les propositions plus abordables de Meta, comme le Quest 2. La firme de Menlo Park s'apprête d'ailleurs à commercialiser une troisième version du Quest dans le courant du mois d'octobre 2023. Malgré l'échec commercial du Quest Pro, Meta envisage visiblement toujours

d'offrir des successeurs au casque premium. Le groupe de Mark Zuckerberg n'a pas l'intention d'abandonner ce segment de marché à Apple, indique la fuite.

Un front commun avec LG

Pour mettre au point le Quest Pro 4, Meta s'appuierait sur l'expertise de LG. Les deux partenaires souhaiteraient organiser « un front commun » contre Apple. Meta devrait notamment profiter des compétences du constructeur sud-coréen en matière d'écrans. C'est en effet LG qui a fourni le troisième écran OLED du Vision Pro, consacré à la technologie EyeSight d'Apple. Meta va également profiter des avancées de LG sur le terrain des écrans micro OLED, aussi appelés OLEDoS (OLED on Silicon). La société américaine a déjà noué un partenariat allant dans ce sens avec LG.

La sortie du casque de Meta est prévue dans le courant de l'année 2025. Cette année-là, Apple devrait aussi dégainer un nouveau Vision Pro. D'après les indiscretions de Mark Gurman, le géant de Cupertino aurait l'intention de lancer une version plus abordable du casque, dépourvue d'une partie de son hardware mirifique.

IPHONE

SpaceX va aider Apple à améliorer cette fonctionnalité

SpaceX va déployer une série de nouveaux satellites pour le compte de Globalstar, un partenaire d'Apple. Ces satellites, en orbite dès 2025, viendront soutenir le système de communication satellitaire des iPhone. Annoncés l'année dernière, les iPhone 14 sont équipés d'un système d'appels d'urgence par satellite. La fonctionnalité, officiellement baptisée « SOS d'urgence par satellite », permet aux utilisateurs d'iPhone de contacter les services de secours même lorsqu'ils se retrouvent dans des zones blanches, dépourvues de réseau mobile.

Il est aussi possible de partager sa localisation avec un proche afin de solliciter son assistance. Également disponible en France, l'option a coûté 450 millions de dollars de recherche et de développement à Apple.

Comment SpaceX va améliorer la connexion satellite des iPhone ?

Le géant de Cupertino s'appuie sur Globalstar, une société américaine qui dispose

d'une véritable constellation de satellites (comme Starlink) dédiés à la communication téléphonique, pour faire fonctionner ce système de SOS. Comme le rapporte Nola, un média de La Nouvelle-Orléans, Globalstar a récemment sollicité l'aide de SpaceX, l'entreprise aérospatiale d'Elon Musk. L'information est apparue dans un dépôt fédéral auprès de la SEC (Securities and Exchange Commission), le régulateur financier des États-Unis, signé par Globalstar.

Dans le cadre d'un accord à 64 millions de dollars, le partenaire d'Apple a demandé à SpaceX de déployer une série de satellites dans l'espace entre 2023 et 2025. Ces nouveaux satellites viendront enrichir le système de communication satellitaire des iPhone. La firme s'est engagée à réaliser des « paiements [...] sur une base périodique » à SpaceX jusqu'en 2025. Les satellites qui seront déployés par SpaceX ont été achetés l'année dernière auprès d'une entreprise canadienne pour la somme de 327 millions de dollars. Pour financer l'opération, Globalstar a pu s'appuyer sur les réserves de liquidités

d'Apple. Le groupe californien a en effet prêté 252 millions de dollars à Globalstar. Ce prêt fait partie de l'accord initial signé par les deux partenaires en 2020. Apple s'était en effet engagé à payer 95 % des coûts engendrés par la mise en place du réseau satellitaire destiné aux iPhone. C'est pourquoi la firme de Tim Cook a fini par injecter 450 millions de dollars dans le projet.

Grâce à un réseau satellitaire de plus en plus fourni, Globalstar pourrait offrir une meilleure couverture aux iPhone en cas d'urgence. Comme le montre un brevet déposé auprès du Bureau américain des brevets et des marques de commerce, Apple nourrit d'ailleurs de grandes ambitions pour la fonctionnalité. L'entreprise étudie la possibilité d'étendre les possibilités offertes par le système. À l'avenir, les utilisateurs d'iPhone pourraient être en mesure de partager des photos, des vidéos ou d'envoyer des messages à leurs proches en passant par les satellites de Globalstar. En clair, Apple lèverait complètement les limitations de son système, actuellement cantonné aux communications d'urgence.

AVEC DES
RÉSOLUTIONS DU
GIGAPIXEL !

Une caméra nous dévoile le monde microscopique en 3D

Des scientifiques ont mis au point un microscope-caméra doté de nombreuses optiques pour réaliser des prises de vues ou des vidéos avec une résolution inégalée de l'univers du tout petit. Les minuscules mouches des fruits font leur toilette et les scientifiques de l'Université Duke, aux États-Unis, en connaissent un rayon sur l'efficacité de ce nettoyage. Ils savent aussi comment se développe précisément une larve de poisson zèbre et les effets qu'ont les médicaments neuroactifs sur eux. Ils le savent, car ils ont pu l'observer visuellement jusqu'au niveau cellulaire grâce à un puissant microscope.

L'appareil qu'ils ont développé combine 54 optiques pour capturer des photos et des vidéos avec des résolutions du domaine du gigapixel et en trois dimensions de surcroît. Les objectifs pointent le sujet sous tous les angles. L'appareil porte le nom de microscope multicaméra (MCAM). Avec ces optiques, il permet d'obtenir des détails environ 10 fois supérieurs à ce qu'un actuel smartphone très haut de gamme peut délivrer. Mais c'est surtout la vue 3D très précise obtenue par une multitude de perspectives qui est importante.

Cinq gigapixels par seconde

Le calage de l'angle des optiques est parfois très faible. Cela permet d'obtenir des détails inédits de la surface observée. De plus, les vidéos en 3D peuvent être enregistrées à un taux de 230 images par seconde sur la surface d'observation de 135 cm². Le gros souci, c'est que cela génère des quantités phénoménales de données. Chaque seconde capturée pèse de fait plus de 5 gigapixels. Les supports de stockage doivent donc pouvoir accueillir à haute vitesse des téraoctets en quelques minutes de vidéo. Le MCAM a en tous les cas impressionné par ses capacités les chercheurs qui étudient le poisson zèbre sous toutes les coutures. Grâce à lui, ils ont pu affiner leurs recherches en ayant découvert des nouveautés inédites. En plus de l'étude de cultures cellulaires, l'équipe qui a mis au point le MCAM explique que le microscope pourrait être aussi utilisé pour détecter les contrefaçons dans l'art ou analyser les œuvres plus précisément.

Mots fléchés

Arme à feu Montagne de Tanzanie		Quotidien anglais (The) Elle a sa table		Celui de Colombey fut fatal Tractation		Elle peut être noire Préfecture du Gard		Lieu public pour amoureux		Dévidoir de câbles Rassemblé		Vient de la côte	
												Malhon- nêtes et corrompus	
Sa capitale est Mogadiscio Canal salé								Qui existe depuis peu Inflexibles					
					Planète Atomes chargés								Ville à cheval sur deux continents
Mousse d'Angleterre		Égoïne Écarté d'une situation					Divisent un ouvrage		Fondateur de l'Oratoire Pan				
			Le guerre (les) Reine des prés										
Marque d'eau minérale Existions						Soeur de lai				Rangée de bancs	Note Tuniques pour communiant		
						Devant le notaire Spectacles magnifiques			Imposa				
Personnes privées de liberté Policier sans scrupule			Compositeur de musique sous Louis XIV		Ville du Maroc Onomatopée				Court cours Vive			Riches en H+	
								Personne très aisée Rubidium					
Braille Fameux rapport							Ressuscité						
		Un roi de tragédie Meurtriers					Sa capitale est Brasilia Jadis le Portugal						
Club lensois L'émeraude est une de ses variétés				Arrose Le Caire Petit officier				Petit coin Fin de compte			Lettre de l'alphabet grec		Avançasse un temps
					Affluent de la Seine Île grecque					Dynamisme Jeune fille vertueuse			
Capitaine du Nautilus Ététée			Liciers Port d'Algérie									Se rétractés	
				Au milieu de la raie		Sous-préfecture du Puy-de-Dôme							
Encaus- tiques Monnaie de l'Algérie						Assas- sinés Allonge					Passager oublié sur terre Bouleversés		
					Chanteuse franco- israélienne				Défaite des prussiens				
Passe en tête Coup de blanc					Servis d'intermé- diaire								
			Hôte indésirable						Voies citadines				
Famille princière d'Italie					Ses feux signalent un danger								

Plus de 21 000 accidents de la route en 4 mois

La protection civile a fait état, ce lundi, de 21 474 accidents de circulation enregistrés entre le 1er mai dernier et ce 4 septembre. Selon la même source, a précisé que ce nombre effarant d'accidents a eu pour bilan total 694 morts et 25 967 blessés. La protection civile a souligné que rien qu'au cours des dernières 24 heures, ses services ont enregistré 155 accidents de la route ayant engendré des blessures à 197 personnes et la mort de 03 autres sur place. Concernant les autres domaines d'intervention, le même corps a fait état de 3231 interventions dont 1850 évacuations sanitaires, 47 incendies de couvert végétal, 54 incendies urbains et industriels, 644 accidents divers et 481 cas de noyade.

FMI

Discussions "productives et substantielles" avec les dirigeants chinois

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, s'est félicitée lundi de "discussions très productives et substantielles" avec les dirigeants chinois à l'issue d'une visite dans le pays, première étape de sa tournée asiatique.

Le FMI a abaissé en juillet sa prévision de croissance mondiale pour 2023, mais prévoit toujours 5,2% de hausse du PIB pour la Chine, en phase avec l'objectif du gouvernement chinois "d'environ 5%".

La croissance de la deuxième économie mondiale s'est toutefois essoufflée au cours des derniers mois, en raison d'une chute de la consommation, du chômage élevé des jeunes et d'une crise de la dette dans l'immobilier. "Nous avons eu des discussions très productives et substantielles avec les dirigeants chinois", a indiqué lundi dans une vidéo publiée sur X (nouveau nom de Twitter) la directrice générale du FMI.

Elle cite notamment ses rencontres avec le Premier ministre Li Qiang, le vice-Premier ministre He Lifeng (chargé des questions économiques et financières), le gouverneur de la banque centrale Pan Gongsheng et le ministre des Finances Liu Kun.

Les discussions ont porté "sur l'état de l'économie mondiale et sur l'évolution de la situation en Chine", a souligné Mme Georgieva.

COMPAGNIE NATIONALE DE PÉTROLE DE LIBYE

La production quotidienne de pétrole s'établit à 1,204 million de barils

La Compagnie nationale de pétrole de Libye a annoncé dimanche que la production quotidienne de pétrole du pays s'établit actuellement à 1,204 million de barils. La NOC a aussi indiqué sur sa page Facebook que la production de condensats était de 50,000 barils par jour.

En juillet, la Libye a produit plus de 36 millions de barils de pétrole, 199,601 tonnes de condensats et plus de 1.104 millions de mètres cubes de gaz naturel. Le pétrole et le gaz constituent une source majeure de revenus pour la Libye.

Rappelons qu'en août dernier, trois entreprises pétrolières internationales ont annoncé la reprise de leurs opérations sur des gisements en Libye dont elles étaient absentes depuis une dizaine d'années.

DANS LA COURSE AU CONTRÔLE DES MINÉRAIS CRITIQUES

La Chine met désormais le cap sur l'Afrique et l'Amérique latine

Alors que les pays développés comme le Canada et l'Australie imposent des restrictions sur les investissements chinois dans le domaine de l'exploitation des minerais critiques, Pékin jette son dévolu sur l'Afrique et l'Amérique latine pour tenter d'asseoir sa domination sur le marché.

Confrontée à des politiques d'investissement étranger plus restrictives sur les marchés développés, la Chine se tourne de plus en plus vers l'Afrique et l'Amérique latine pour sécuriser son accès à des minerais critiques de première importance tels que le lithium et le cobalt, selon un rapport publié le 24 août dernier par S&P Global.

Intitulé « China's global reach grows behind critical minerals », le rapport révèle que l'empire du Milieu cherche depuis plusieurs années à dominer la chaîne d'approvisionnement mondiale en lithium après avoir réussi à concentrer 60% de la production et 91% de la capacité de raffinage des terres rares. À preuve : les entreprises chinoises ont accaparé 50% des acquisitions d'actifs dans le secteur du lithium réalisées à l'échelle planétaire entre mars 2018 et décembre 2021.

A travers ces acquisitions, les producteurs chinois de lithium tels que Ganfeng Lithium et Tianqi Lithium Corporation tentent de s'assurer des matières premières en amont pour l'expansion de leur activité principale. Des groupes miniers historiquement spécialisés dans la production d'autres métaux comme Zijin Mining Group se lancent, quant à eux, dans la course au lithium afin de diversifier leur exposition et de bénéficier du potentiel de croissance du minerai.

Outre le lithium, les entreprises chinoises réalisent également des investissements conséquents en amont et en aval de la chaîne de valeur du nickel et du cobalt.

Le rapport souligne d'autre part que l'appétit chinois grandissant pour les minerais critiques a conduit plusieurs pays développés à se protéger d'un contrôle quasi-total du marché par le géant asiatique. Dans ce cadre, plusieurs pays producteurs de ces minerais ont pris des mesures pour tenter de restreindre les investissements chinois. Ainsi, Yuxiao Fund n'a pas obtenu le feu vert du Conseil australien d'examen des investissements étrangers (FIRB) pour augmenter sa participation dans la société minière spécialisée dans les terres rares Northern Minerals pour des « raisons d'intérêt national ». De son côté, la compagnie chinoise Tianqi Lithium a abandonné une offre de 136 millions de dollars australiens pour ac-

quérir Essential Metals après le veto opposé par la majorité des actionnaires de la société australienne à la transaction.

Destinations alternatives

Les entreprises chinoises sont confrontées à des défis similaires au Canada non seulement pour les projets futurs, mais aussi pour les investissements existants. En octobre 2022, Ottawa a introduit de nouvelles règles régissant les investissements faits au Canada par des entreprises d'État étrangères dans les secteurs des minéraux critiques. La politique vise aussi les investisseurs privés qui sont étroitement liés à des gouvernements étrangers.

Aux termes de cette nouvelle politique, les demandes d'examen relatives aux acquisitions de contrôle d'une entreprise canadienne mettant en jeu des minéraux critiques par des entreprises d'État étrangères ne seront approuvées « qu'à titre exceptionnel ». Par ailleurs, la politique prévoit que la prise de participation par une entreprise d'État étrangère dans une entreprise canadienne exerçant ses activités dans un secteur de mi-

néraux critiques ou une chaîne d'approvisionnement connexe sera automatiquement soumise à un examen approfondi pour des motifs de « sécurité nationale », ce qui peut conduire à des injonctions de cession de participations existantes.

Face à ces tours de vis réglementaires de plus en plus courants dans les pays développés, la Chine est en train de jeter son dévolu sur deux destinations alternatives. Il s'agit de l'Afrique et l'Amérique latine, où de nombreux pays disposent d'importantes réserves de minerais critiques. Ainsi, Ganfeng Lithium a étendu ces derniers mois sa présence au Mali, au Mexique et en Argentine.

Le constructeur automobile BYD négocie aussi l'acquisition de plusieurs mines de lithium en Afrique, au Chili et en Argentine, alors que Contemporary Amperex Technology Company Ltd (CATL) dirige un consortium qui investira 1,4 milliard de dollars en Bolivie pour construire des usines de production de lithium.

Agence

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Mohamed Laagab nommé ministre de la Communication

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé, hier dimanche, Mohamed Laagab ministre de la Communication dans le Gouvernement de Aïmene Benabderrahmane, annonce la Présidence de la République dans un communiqué. Selon la même source, cette nomination intervient conformément aux dis-

positions des articles 91, paragraphe 7, et 104 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre. En juin dernier, le président Tebboune avait mis fin aux fonctions Mohamed Bouslimani, en tant que ministre de la Communication. La Secrétaire générale du ministère avait été chargée d'assurer l'intérim.

INONDATIONS À TLEMCEM ET EL BAYADH

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances aux familles des victimes des inondations et crues provoquées par les pluies torrentielles qui se sont abattues sur des régions des wilayas de Tlemcen et d'El Bayadh, entraînant des pertes humaines et des dégâts matériels, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances aux familles des victimes, dans lequel il leur a pré-

senté ses sincères condoléances, les assurant de sa profonde sympathie face à cette tragédie, et priant Allah Tout-Puissant d'accorder aux victimes Sa sainte miséricorde et de les accueillir en Son vaste paradis et de prêter à leurs proches patience et réconfort. A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons", lit-on dans le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 5 septembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

